

**CINQUIEME SESSION DE LA COMMISSION MIXTE PERMANENTE INSTITUTE EN
APPLICATION DE L'ACCORD DE COOPERATION SIGNE LE 30 SEPTEMBRE 1997
ENTRE, D'UNE PART, LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DE BELGIQUE ET LA
REGION WALLONNE ET, D'AUTRE PART, LA REPUBLIQUE D'HAÏTI**

PROGRAMME DE TRAVAIL 2018-2023

Pétion-Ville, Haïti, 11 et 12 juin 2018



TABLE DES MATIERES

Préambule	p.3
Annexe 1 - Composition des Délégations	p.14
Annexe 2 - Evaluation du programme de travail 2015-2018 (1 ^{er} semestre)	p.18
Annexe 3 - Année Haïti	p.29
Annexe 4 - Coopération bilatérale indirecte	p.34
Annexe 5 - Interventions de la Wallonie : AWEX et AWAC.....	p.39
Annexe 6 - Programme de travail 2018-2023	p.42
Annexe 7 - Dispositions générales et financières	p.98



PREAMBULE

Les 11 et 12 juin 2018, s'est tenue à Pétion-Ville, la cinquième session de la Commission Mixte Permanente instituée par l'Accord de coopération signé le 30 septembre 1997 entre, d'une part, la Communauté française de Belgique et la Région wallonne et, d'autre part, la République d'Haïti.

Ouverture de la séance

- Intervention de la cheffe de la délégation de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie

Madame Pascale DELCOMMINETTE, Administratrice générale de Wallonie-Bruxelles International (WBI) et Administratrice déléguée de l'Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger (APEFE), Cheffe de Délégation, affirme tout le plaisir qui est le sien de co-présider la 5^{ème} session de cette commission mixte et tient à remercier les Autorités haïtiennes pour l'organisation de cette session et pour toutes les attentions qu'elles manifestent à l'égard de la délégation de Wallonie-Bruxelles. Elle remercie Monsieur Patrick VAN GHEEL, Ambassadeur de Belgique pour sa participation à cette Commission mixte.

Elle rappelle qu'en 2017, Wallonie-Bruxelles et Haïti ont fêté au travers de nombreuses activités sur les deux territoires le 20^{ème} anniversaire de la signature de l'Accord de coopération signé le 30 septembre 1997 entre les Gouvernements de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la République d'Haïti. Cette année « Haïti » a permis de mettre en lumière le dynamisme et la qualité des collaborations présentes et futures entre les Parties et de renforcer les liens entre les citoyens d'Haïti et de Wallonie-Bruxelles ainsi qu'entre leurs deux gouvernements notamment par la signature d'une Déclaration d'Entente. A cet égard, elle se réjouit que les plus hautes autorités des Parties, en la personne du Ministre haïtien des Affaires Etrangères et des Cultes ainsi que les Ministres-Présidents de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles aient pu convenir, en amont, des axes stratégiques du futur programme de travail pour la période 2018-2023.

En effet, Haïti occupe une place de premier plan parmi les 11 pays prioritaires de la politique de coopération avec les pays du Sud de Wallonie-Bruxelles définis dans la Note de Politique internationale des Gouvernements de Wallonie-Bruxelles. Cette importance a été confirmée par la visite ministérielle en Haïti de Monsieur Rudy DEMOTTE, Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles fin 2017 suivie par l'accueil en Wallonie et à Bruxelles de Son Excellence, le Président de la République d'Haïti, Monsieur Jovenel MOÏSE.

Elle souligne la volonté de Wallonie-Bruxelles de réaffirmer son engagement à agir dans sa sphère de compétence pour promouvoir, et, dès lors, renforcer le consensus international autour de valeurs universellement admises, mais souvent menacées.

La promotion des valeurs universelles, le respect des valeurs fondamentales doivent incontestablement constituer le fil conducteur des échanges de Wallonie-Bruxelles dans le cadre de partenariats visant à renforcer la solidarité internationale.

C'est dans cette optique que, lors de sa visite en Haïti, le Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Monsieur Rudy DEMOTTE, a souhaité mettre l'accent sur le respect des droits humains et surtout, les droits des femmes lors de ses rencontres avec la société civile. La Fédération Wallonie-Bruxelles souhaite, dans le cadre de ce nouveau programme de travail, pouvoir soutenir de manière plus précise et concrète des opérateurs travaillant sur les enjeux de la question du droit des femmes et notamment celui de pouvoir disposer librement de leurs corps et susciter en cela une alliance entre représentants politiques, institutionnels et la société civile, afin de renforcer la protection de droits sexuels et reproductifs des femmes.

La coopération directe telle qu'elle souhaite la voir se déployer dans le nouveau programme de travail, est d'abord une coopération de soutien aux Services publics haïtiens. Un soutien aux Services publics qui de surcroît s'inscrit pleinement dans la politique haïtienne de développement, soit le *Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH)-pays émergent en 2030*. Cela démontre la volonté de Wallonie-Bruxelles d'apporter une contribution traçable à l'action gouvernementale. Pour Wallonie-Bruxelles, cela signifie une forte implication des équipes de ses administrations et elle tient, à cet égard à saluer la mobilisation des équipes de la Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques (DGO2) et de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGO3), deux des directions générales du Service public de Wallonie pleinement impliquées dans le Programme de travail.

Elle souhaite aussi rappeler que la coopération bilatérale directe s'inscrit dans un cadre plus global de la coopération Wallonie-Bruxelles. En effet, Wallonie-Bruxelles International soutient de nombreux autres programmes de financement ou de co-financement avec lesquels le programme présent s'articule pour en tirer les meilleurs leviers multiplicateurs. Ainsi, Haïti est également une priorité de Wallonie-Bruxelles au niveau de son programme de la coopération décentralisée qui permet de soutenir des initiatives portées par des villes, des communes, des ONGs, des hautes écoles, des syndicats ou encore des mutualités.

Elle veut aussi noter que dans un contexte de mobilité et de mondialisation accrus, WBI a mis en place un programme de bourses d'excellence offertes sur une base multilatérale. Ce programme vient en appui au développement des Pôles de compétitivité (sciences du vivant, agro-industrie, aéronautique-spatial, génie mécanique, transport-logistique, technologies environnementales) déterminés par le Plan Marshall 4.0 de la Wallonie et

permet à des chercheurs étrangers d'effectuer un programme de recherches postdoctorales dans l'une des Universités de Wallonie et de Bruxelles. Elle formule le vœu que des chercheurs haïtiens puissent faire appel à ce programme.

Elle souhaite également mettre en évidence l'organisation de formations continues à l'Université Senghor que WBI soutient depuis 2015 et remarque la qualité des 4 boursiers haïtiens de la promotion 2017-2019. La mise en place du processus de formation continue des cadres haïtiens s'inscrit comme l'un des éléments essentiels du développement à travers des formations qui portent, notamment, sur l'évaluation des politiques et programmes publics, le management des ONG, le management des collectivités territoriales, la formation sur l'économie verte, la gestion des déchets solides urbains, la gestion rationnelle des zones humides, l'administration et l'organisation du travail parlementaire.

Elle souligne également l'importance du rôle de la jeunesse dans les changements de la société et se réjouit à cet égard de l'initiative de Wallonie-Bruxelles et plus particulièrement de son Bureau International pour la Jeunesse ayant permis à 2 jeunes de Wallonie-Bruxelles de participer au Forum jeunesse Elan Haïti organisé le mois dernier à Jacmel et portant sur la thématique « Pour une jeunesse toujours engagée ».

Sans préjuger du déroulement des travaux, elle se félicite que les objectifs fixés par les Parties soient en parfaite concordance avec les priorités du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH) et que par conséquent, le principe de l'alignement qui fait partie des cinq principes de la Déclaration de Paris, soit parfaitement respecté par les Gouvernements respectifs. Elle se réjouit de la collaboration qui a été menée de manière fluide et efficace avec la Partie haïtienne dans la mise en place d'un nouveau processus de Commission mixte notamment par la construction d'un programme de travail sur 5 ans permettant de soutenir un développement durable par une meilleure appropriation et la pérennité des projets.

Après deux décennies de mise en œuvre, la coopération entre les Gouvernements a atteint aujourd'hui un niveau très satisfaisant. Elle constate, avec satisfaction, la mise en œuvre du programme de travail de la précédente commission qui a permis la réalisation de 16 projets de développement dans des secteurs prioritaires comme la Formation professionnelle et technique et la Culture. Dans le domaine de la Formation professionnelle et technique, elle souligne l'étroit partenariat entre l'Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger (APEFE) et l'Institut National de la Formation Professionnelle (INFP) qui garantit une mise en œuvre optimale et efficace des projets dans ce domaine. Elle rappelle, par ailleurs, les synergies étroites établies entre WBI et l'APEFE pour le développement de sa politique de coopération internationale dans le domaine de l'Education et de la Formation.

Au niveau culturel, de nombreuses collaborations artistiques et échanges se sont déroulés ces dernières années entre Haïti et Wallonie-Bruxelles. Elle rappelle la Convention de l'UNESCO sur la promotion et la protection de la diversité culturelle et se réjouit de la large part réservée à ce secteur dans le programme dont les parties vont discuter. En s'appuyant sur ce constat, elle souhaite que les Parties veillent à ce que leur soutien aux politiques culturelles reste aussi un vecteur du développement économique et un facteur d'émancipation sociale et de citoyenneté active.

Elle tient également à souligner la mission récente que le *Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération Internationale* (CWBCI) a organisée en Haïti en mars dernier. Instance de suivi de l'action de WBI auprès des pays partenaires de coopération, le CWBCI a organisé cette mission en vue de formuler un avis d'initiative relatif à la politique de coopération des gouvernements de Wallonie-Bruxelles avec et à l'égard d'Haïti. Le résultat de cette mission s'inscrit dans la continuité de la réflexion menée par Wallonie-Bruxelles International, l'AWEX et l'APEFE sur les priorités stratégiques de coopération avec Haïti et prend en compte les axes stratégiques prioritaires définis conjointement par les gouvernements en novembre 2017. Elle souhaite poursuivre le travail d'évaluation, comme l'a permis notamment cette mission du CWBCI.

Enfin, elle propose de renforcer les mécanismes de suivi et d'exécution des différents projets par la mise en place d'un Comité Conjoint d'Accompagnement.

Elle termine en invitant la Partie haïtienne à Bruxelles pour les travaux de la sixième Commission mixte qui devraient se dérouler en 2023.

C'est sur la base de ces souhaits et de ces perspectives qu'elle souhaite plein succès aux travaux de la Commission mixte.

➤ Intervention du Chef de la délégation de la République d'Haïti

Son Excellence Monsieur Antonio RODRIGUE affirme être particulièrement heureux de procéder ce matin, en compagnie de la cheffe de la délégation de Wallonie-Bruxelles, en l'occurrence, l'Administratrice générale, Madame Pascale DELCOMMINETTE, au lancement officiel des travaux de la cinquième session de la Commission mixte permanente Haïti-Wallonie-Bruxelles.

L'organisation, ici en Haïti, de la cinquième session de cet important mécanisme de coopération bilatérale entre la République d'Haïti et Wallonie-Bruxelles nous offre une excellente occasion d'évaluer cette coopération et de poser les jalons d'une nouvelle forme de collaboration harmonieuse et fructueuse entre les deux Parties.

Il souhaite un bon retour et la plus cordiale bienvenue, en Haïti, à tous les membres de la délégation belge. Il demeure convaincu que ces deux journées de travail se dérouleront dans le meilleur esprit de convivialité et de fraternité. Ces échanges permettront, il espère, d'unir les efforts et les énergies dans le sens du renforcement et de la dynamisation des relations d'amitié, de solidarité, de coopération entre la République d'Haïti et les Gouvernements de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Au nom du Président de la République, Son Excellence Monsieur Jovenel MOÏSE, du Gouvernement et du Peuple haïtiens, il remercie les autorités de Wallonie-Bruxelles qui ont toujours témoigné de leur solidarité et de leur amitié profonde et sincère à l'endroit d'Haïti et du Peuple haïtien.

Il adresse un hommage mérité, doublé de ses vives félicitations aux différentes institutions haïtiennes concernées ainsi qu'à celles de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie qui ont participé avec intérêt à la préparation de cet événement combien important pour le renforcement de la coopération entre les deux Parties.

Il se réjouit que les relations entre Haïti et Wallonie-Bruxelles, fondées sur de solides liens historiques et culturels, se portent bien. Il souhaite toutefois que la coopération entre les deux Parties s'élargissent, s'intensifient et s'étendent à tous les secteurs considérés comme des locomotives du développement d'Haïti, tels que l'énergie, les infrastructures, le tourisme, l'agro-industrie.

Les réflexions et discussions qui vont ponctuer ces deux journées de travail doivent intégrer ces éléments dans la programmation des axes d'intervention de la coopération bilatérale. Il avoue que le Gouvernement haïtien est satisfait que les secteurs eau et énergie, éducation, formation professionnelle, culture et entreprises culturelles, droits des femmes aient été ciblés comme axes prioritaires du programme de coopération pour la période 2018-2023.

En effet, ces secteurs font partie intégrante des priorités, objectifs et grandes lignes stratégiques de la politique gouvernementale, inspirée de la vision du Président de la République pour la refondation et le développement durable de la nation. Il se réjouit de la volonté de la Partie Wallonie-Bruxelles de considérer les différentes propositions de la Partie haïtienne en vue d'étendre la coopération dans d'autres domaines d'intérêt pour Haïti, notamment dans les secteurs « Eau/énergie » et « Droits des femmes ».

Son plus grand souhait demeure que les projets déjà en cours d'exécution dans le cadre de cette coopération atteignent leur point d'achèvement et que d'autres, encore plus ambitieux et plus structurants, puissent être envisagés.

Sur ces vœux et sur ceux d'un meilleur rapprochement entre le Peuple haïtien et celui de Wallonie-Bruxelles, le Ministre déclare ouverte la Cinquième session de la Commission mixte permanente Haïti/Wallonie-Bruxelles, tout en souhaitant aux participants le plein succès à leurs travaux.

Chacune des Parties présente ensuite les membres de sa délégation (**annexe1**).

Evaluation du programme 2015-2018 (1^{er} semestre)

La mise en œuvre du programme de travail 2015-2018, conclu en avril 2015, à Pétiion-Ville, a fait l'objet d'une évaluation au cours de réunions de travail avec les représentants des Ministères haïtiens qui se sont tenues à Port-au-Prince, en mai 2017. La synthèse de cette évaluation figure en **annexe 2**. Il convient toutefois de noter que la dernière phase du projet 16 relatif à la formation dans le domaine des ludothèques se déroule en juin 2018.

Par ailleurs, la délégation Wallonie-Bruxelles et la Partie haïtienne reconnaissent que les projets 2 et 4 sont en attente des résultats suivants :

- Projet 2 : reconnaissance par l'INFP du centre de formation professionnelle pour petites et jeunes filles vulnérables de la Timkatec 3.
- Projet 4 : reconnaissance par l'INFP des formations des artisans du projet de restauration du patrimoine Gingerbread.

La délégation Wallonie-Bruxelles remercie les autorités haïtiennes de mettre tout en œuvre pour aboutir à ces reconnaissances.

Année Haïti

Les interventions et actions menées dans le cadre de la célébration en 2017 du 20^{ième} anniversaire de la signature de l'accord de coopération entre les Gouvernements de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la République d'Haïti sont reprises en **annexe 3**.

La coopération bilatérale indirecte

Les programmes annuels de (co)financement des ONGs et des autres acteurs de solidarité internationale de Wallonie-Bruxelles sont destinés aux pays partenaires de coopération. Chaque année, ils font l'objet d'un appel à projet.

Ils augmentent les moyens budgétaires engagés annuellement par WBI dans le cadre de la programmation bilatérale. Les projets soutenus dans ce cadre par Wallonie-Bruxelles International durant la période 2015-2017 sont repris en **annexe 4**.

Interventions de la Wallonie

La Wallonie est intervenue en faveur de projets liés au développement économique d'Haïti via le programme de l'Agence Wallonne à l'Exportation (AWEX) « Initiative Wallonie-Belgique pour Haïti » ainsi qu'en faveur de projets liés aux changements climatiques via le

programme Fast Start Financing de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat. Le soutien apporté par la Wallonie à ces programmes est repris en **annexe 5**.

Programme de travail 2018-2023

Sur la base des recommandations formulées en mai 2017 lors des rencontres d'évaluation de la programmation précédente, des priorités du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH), des compétences de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de l'expertise antérieurement développée et des secteurs prioritaires repris dans le plan pluriannuel 2017-2021 de l'Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger (APEFE), une Déclaration d'Entente précisant les axes stratégiques du programme de travail de la 5^{ème} commission mixte a été signée fin 2017 par les représentants des Gouvernements de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la République d'Haïti. Les parties ont également retenu la volonté de leur Gouvernement de soutenir des projets dans le domaine de l'Eau/Energie et des Droits des femmes. Elles confirment également, dans un souci d'efficience, leur volonté de concentrer les moyens disponibles sur un nombre limité de projets favorisant l'échange d'expertise et de savoir-faire de part et d'autre et ce, dans les axes stratégiques définis ci-dessous.

En termes de secteurs prioritaires :

Les Parties conviennent de concentrer leurs actions de coopération autour des axes suivants :

Pour la République d'Haïti et la Wallonie

- Formation professionnelle et technique et ce, en complémentarité au programme de l'APEFE et d'autres initiatives visant l'auto-emploi notamment dans le domaine de l'agriculture ;
- L'Eau/Energie ;

Pour la République d'Haïti et la Fédération Wallonie-Bruxelles

- Education, notamment dans le domaine des médias et les formations professionnalisantes ;
- La Culture (professionnalisation et mobilité des artistes, soutien aux structures culturelles et enseignement artistique, renforcement de la politique liée à la lecture et à l'accès aux livres) ;
- Les Droits des femmes.

En termes transversaux :

A chacun des axes stratégiques sectoriels, les priorités suivantes seront appliquées de manière transversale :

- Un resserrement du nombre d'actions ;
- La recherche de partenariats nouveaux ;
- Un soutien aux initiatives publiques ou privées de décentralisation ;
- Le renforcement des structures publiques, associatives et privées partenaires ;

- Concourir à l'égalité des genres et au respect des droits humains (ex : droits de l'enfant, droits des Femmes, travail décent) ;
- Renforcer la société civile et les cadres de dialogue avec les pouvoirs publics.

Sur ces bases, les Parties entament les discussions sur les actions, les projets et programme de coopération à mener durant la période 2018 (second semestre) - 2023 (premier semestre).

La description détaillée de la nature, des objectifs, des modalités et des moyens de mise en œuvre des projets retenus prioritairement pour constituer le programme de travail 2018-2023 est reprise sous forme de fiche en **annexe 6**.

Les dispositions générales et financières en matière de bourses ainsi qu'en matière de missions de courte durée figurent en **annexe 7**.

Les Parties conviennent donc de retenir le Programme de travail 2018-2023 et ses programmes spécifiques détaillés ci-dessous comme contribution de la Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles à la mise en œuvre du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH).

Pour la République d'Haïti et la Wallonie :

1. PROGRAMME SPECIFIQUE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE VISANT L'AUTO-EMPLOI

- 1.1. Appui au Programme d'Appui à la Création d'Emplois et de Revenus Durables (PACERD)
- 1.2. Création d'une chaîne d'incubation menant à la création de micro entreprises à l'issue des formations professionnelles en Haïti
- 1.3. Renforcement de la qualité de la formation professionnelle en Haïti dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie
- 1.4. Programme de formation de formateurs en soudure en Haïti

2. PROGRAMME SPECIFIQUE EAU/ENERGIE

- 2.1. Appui technique et scientifique à l'amélioration du potentiel hydro-électrique en Haïti
- 2.2. Appui et promotion de la GIRE dans le bassin versant de Rivière Moustique

Pour la République d'Haïti et la Fédération Wallonie-Bruxelles :

3. PROGRAMME EDUCATION

- 3.1. Education critique aux médias
- 3.2. Promotion de la santé à l'école pour une éducation de qualité en Haïti

4. PROGRAMME CULTURE

- 4.1. Formation de cadres de bibliothèques publiques et mise en place d'un réseau de bibliothèques publiques à rayonnement départemental
- 4.2. Urgence de Lire
- 4.3. Programme pluridisciplinaire de formation aux outils de l'information médiatique
- 4.4. Formation aux logiciels libres : Typographie numérique (geste, langage, programme)
- 4.5. Festival 4 Chemins - support à la création haïtienne dans le cadre d'un partenariat entre le Festival 4 Chemins et institutions de la FWB
- 4.6. La Culture au cœur du développement de la ville du Cap Haïtien
- 4.7. Relance du secteur Audiovisuel en Haïti par le film documentaire : favoriser l'insertion professionnelle et l'expression citoyenne de la jeunesse haïtienne par le développement et la structuration d'une filière intégrée du film documentaire de création
- 4.8. Echanges culturels

5. PROGRAMME DE SOUTIEN DROITS DES FEMMES

- 5.1. Soutien à la promotion des Droits des Femmes

Projets sous réserve

1. Formation continue pour des professionnels du droit et de la communication
La proposition de l'Université d'Etat d'Haïti dans le domaine de la formation continue pour des professionnels du droit et de la communication n'a pu être reprise en état dans le programme de travail. S'inscrivant dans un axe prioritaire, Wallonie-Bruxelles International est disposé à réexaminer ce projet sur base d'une clarification des objectifs et résultats, d'un partenariat Wallonie-Bruxelles identifié et confirmé ainsi que de moyens budgétaires disponibles.
2. Les Droits des Femmes
La proposition du Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF) n'a pu être retenue dans le cadre du programme de travail. Toutefois, les Droits des Femmes étant un axe prioritaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, il est proposé d'établir des contacts entre ce ministère et le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles - Service Egalité des chances - en vue d'examiner les possibilités d'échanges d'expertise, d'information et d'expérience dans ce secteur.

Les deux Parties ont décidé de suivre attentivement l'exécution des projets retenus et conviennent de mettre en place un Comité Conjoint d'Accompagnement (CCA) composé, pour Wallonie-Bruxelles des représentants de Wallonie-Bruxelles International et pour Haïti, des Ministères des Affaires Etrangères et des Cultes, de la Planification et de la Coopération Externe ainsi que des représentants des Ministères sectoriels concernés.

Ces rencontres du CCA seront programmées conjointement et pourraient déboucher le cas échéant sur une réaffectation des moyens des projets non exécutés ou d'une réorientation des projets en cours en fonction d'éléments contextuels neufs. Par ailleurs, les Parties organiseront conjointement une réunion d'évaluation globale à mi-parcours du programme fin 2020 et une évaluation finale fin 2022.

Le budget global alloué à la mise en œuvre du programme 2018-2023 est estimé à **3.523.000 euros**. Les interventions pourraient être réévaluées en fonction des moyens budgétaires disponibles annuellement.

Les deux Parties conviennent également de tenir la prochaine Commission mixte permanente à Bruxelles dans le courant du second semestre 2023. Les dates de cette sixième session de Commission mixte seront déterminées d'un commun accord par voie diplomatique.

Fait à Pétion-Ville, le 12 juin 2018, en deux exemplaires originaux, en langue française, les deux faisant également foi.

Pour la République d'Haïti



Antonio RODRIGUE
Ministre des Affaires Etrangères
et des Cultes de la République d'Haïti

Pour la Fédération Wallonie-Bruxelles et la
Wallonie



Pascale DELCOMMINETTE
Administratrice générale de Wallonie-
Bruxelles International
Administratrice déléguée de l'Association
pour la Promotion de l'Education et de la
Formation à l'Etranger

Annexe 1

COMPOSITION DES DELEGATIONS

COMPOSITION DE LA DELEGATION WALLONIE-BRUXELLES

Madame Pascale DELCOMMINETTE	Administratrice générale de Wallonie- Bruxelles International (WBI) et Administratrice déléguée de l'Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger (APEFE) Cheffe de délégation
Madame Véronique DOYEN	Cheffe du Service Haïti à Wallonie-Bruxelles International
Monsieur Pascal MONTOISY	Représentant de Wallonie-Bruxelles international en Haïti et Administrateur des programmes APEFE
Madame Nathalie FORSANS	Responsable géographique pour Haïti à l'APEFE
Mademoiselle Clarisse BARATTUCCI	Assistante au Service Haïti à Wallonie- Bruxelles International
Madame Michelle SAINNIZAIRE	Assistante chargée de coopération WBI auprès du Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles à Port-au-Prince
Monsieur Duquesne OXCEUS	Assistant de coopération auprès du Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles à Port-au-Prince

En présence de Monsieur Patrick VAN GHEEL, Ambassadeur de Belgique, de Monsieur Joël DRESSE, Consul honoraire de Belgique et de Mademoiselle Marieke ANAF, Conseillère à l'Ambassade de Belgique.

COMPOSITION DE LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

Son Excellence Monsieur Antonio RODRIGUE	Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes Chef de Délégation
Madame Yolette AZOR	Directrice de Cabinet Ministère des Affaires Étrangères et des Cultes (MAEC)
Monsieur Jean-Claude BARTHELEMY	Directeur des Relations Économiques et de la Coopération Ministère des Affaires Étrangères et des Cultes (MAEC)
Madame Jocelyne BELIZAIRE	Membre de Cabinet du Ministre Ministère des Affaires Étrangères et des Cultes (MAEC)
Madame Aliette JOSEPH	Membre de Cabinet du Ministre Ministère des Affaires Étrangères et des Cultes (MAEC)
Madame Elive JULES	Assistante Directeur Ministère des Affaires Étrangères et des Cultes (MAEC)
Monsieur Philippe ARCHER	Directeur de la Coopération Externe Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE)
Monsieur Steven G. GABRIEL	Analyste Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE)
Monsieur Frantz Hérold MOISE	Directeur technique Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)
Madame Eugénie LYBERAL	Coordinatrice de l'Unité d'étude de projets Ministère de la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF)
Madame Natacha CLERGE	Assistante Directeur Ministère de la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF)

Monsieur Raphael HOSTY	Directeur Office Régional de l'Eau Potable et Assainissement (OREPA-OUEST) Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)
Monsieur Harry CADET	Directeur exploitation Office Régional de l'Eau Potable et Assainissement (OREPA-OUEST) Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)
Monsieur Joheus MICHEL	Chef de Projet PAP 3 Office Régional de l'Eau Potable et Assainissement (OREPA-OUEST) Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)
Monsieur Charles Edouard JEAN	Coordonnateur général Direction de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)
Monsieur Onel SAINT-FELIX	Consultant Rectorat de l'Université d'Etat d'Haïti(RUEH)
Monsieur Gary ANTOINE	Chef de Cabinet Direction générale de l'Electricité d'Haïti (EDH)
Monsieur Frito NOEL	Chef du Département des Etudes Direction générale de l'Electricité d'Haïti (EDH)

Annexe 2

EVALUATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2015-2018

Secteur : Formation professionnelle et technique

Projet 1 : Appui au secteur de la formation professionnelle en Haïti

Opérateur WB : Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'étranger (APEFE)

Opérateur Haïti : Institut National de Formation Professionnelle (INFP)

En appui au programme de l'APEFE 2014-2016 visant à améliorer le système de formation professionnelle et l'insertion socioprofessionnelle, WBI a soutenu le renforcement de la formation mobile, l'achat de matériel de formation dans le domaine de l'électronique, la mise en place d'un système de placement en entreprise (stage/emploi) des finissants ainsi que la constitution d'un fonds boursier pour les jeunes les plus défavorisés. Ce projet a permis d'augmenter le fonds boursier existant afin de permettre l'octroi de bourses en 2016 en faveur de jeunes souhaitant s'inscrire dans les Centres soutenus au travers de ce programme. A la demande du POFIP, un soutien **complémentaire** en équipement a pu être accordé en faveur des Cellules d'Orientation Professionnelle et de Placement (COPP) installées dans les Centres de formation. Pour 2017, WBI a soutenu également l'Objectif 1 du nouveau programme de l'APEFE pour 2017-2021 intitulé «Programme d'appui à la création d'emploi et de revenus durables (PACERD)» au niveau de la formation mobile, de la conception de nouveaux box et de l'organisation de formations mobiles et d'un fonds boursier au profit des 17 Centres de formation professionnelle partenaires.

Projet 2 : Renforcement de la TIMKATEC 3, centre de scolarisation et de formation professionnelle pour petites et jeunes filles vulnérables, centre d'accueil de nuit pour les enfants des rues de Pétiyon Ville et espace culturel

Opérateur WB : Geomoun

Opérateur Haïti : Timoun Kap Teke Chans – TIMKATEC

En synergie avec l'APEFE et l'INFP

Afin d'améliorer le niveau de formation des professeurs et les responsables des études, des formations continues ont été dispensées 2 fois par an. Les activités de formation des professeurs au niveau psycho-médicosocial a permis de faire respecter davantage l'éducation non violente au sein du projet et l'éveil des professeurs aux troubles d'apprentissage des enfants et des jeunes. Un système d'orientation professionnelle et de placement en stage a été mis en place et a permis, en 2016, à 25 jeunes filles d'effectuer des stages dans différents hôtels de la ville, et en 2017, à 6 filles de réaliser un stage en coupe/couture et 10 en cuisine/pâtisserie. Une 2^e composante du projet concerne le centre d'accueil pour une quarantaine d'enfants des rues et jeunes vulnérables et vise l'amélioration de leur état de santé général et psychologique. L'engagement d'une infirmière de manière permanente au sein de la TIMKATEC a permis d'assurer le suivi médical de chaque enfant et jeune et d'effectuer des séances de sensibilisation et de prévention en faveur des élèves et du personnel de la TIMKATEC. 2 travailleurs sociaux ont réalisé des suivis de milieux familiaux et des séances de conférences permettant aux enfants d'acquérir une bonne maîtrise de leurs droits. Enfin, les travaux de finition de l'aménagement de l'étage supérieur ont été réalisés dès la 1^{ère} année du programme. Cet espace complémentaire permet de donner des formations mais également d'organiser des activités culturelles et échanges familles/enfants.

Remarque : La reconnaissance de la Timkatec 3 par l'INFP est en cours.

Projet 3 : Renforcement de la qualité de la formation professionnelle en Haïti dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie

Opérateur WB : Liège Aide Haïti ASBL / ACTEC / Ecole d'hôtellerie et de Tourisme de la ville de Liège

Opérateur Haïti : Centre d'Education Populaire / Ecole Hôtelière Marie Auxiliatrice (EHMA) / Sœurs salésiennes

Les professeurs de l'EHMA et d'autres écoles d'hôtellerie invitées par l'INPF ont bénéficié de 2 formations chaque année. Les meilleurs étudiants de l'EHMA, assistants ou professeurs en devenir, ont également été associés à ces formations. Il n'y a pas d'outils permettant de suivre le parcours des étudiants sortis mais beaucoup sont sollicités pour travailler dans les hôtels. Sur financement de l'asbl Liège Aide Haïti, chaque année 4 étudiants de l'EHMA ont été accueillis à Liège pour un stage de fin d'études d'1 mois.

Remarques : De nombreuses formations ont été réalisées dans la filière cuisine-pâtisserie. Il conviendrait de pouvoir répondre par de nouvelles formations à des besoins qui existent dans le domaine de l'hébergement (accueil, housekeeping, tenue d'hôtel...) ou encore de l'organisation d'évènements, de logistique et de gestion de groupe.

Avec l'aide d'Actec un projet d'agrandissement de l'école est cours.

Projet 4 : Chantier-Ecole en vue de la restauration de la maison Chenet, Patrimoine Gingerbread en bois et création d'un cursus de formation en conservation et restauration du patrimoine et labellisation des artisans qualifiés

Opérateur WB : Institut du Patrimoine Wallon (IPW)

Opérateur Haïti : Fondation Connaissance et Libertés (FOKAL)

En synergie avec l'APEFE

Pour ce nouveau chantier-école consacré à la restauration de la Maison Chenet, 7 anciens stagiaires de la Maison Dufort, restaurée entre 2012 et 2015 avec l'appui de WBI, et 3 nouveaux participent à cette restauration axée plus particulièrement sur les techniques du bois. L'objectif est également que ces artisans formés puissent à l'avenir se constituer en entreprises pour restaurer de manière autonome le patrimoine Gingerbread. Dans cette optique, dès le début du chantier, les stagiaires ont bénéficié d'une formation à la planification des travaux, à la réalisation de leur installation de chantier et à l'identification des modes de détermination des prix spécifiques au secteur du Patrimoine comme s'ils étaient de véritables entreprises. Bien plus endommagée qu'initialement prévu, un énorme travail de formation a été réalisé pour permettre la restauration complète des fondations en maçonnerie suivant les règles de l'art.

Remarque : L'INFP examine la demande de reconnaissance des fiches techniques des formations et la labellisation des artisans qualifiés par la valorisation des Acquis par Expérience.

Projet 5 : Renforcement des capacités entrepreneuriales locales, en vue de la mise en œuvre d'une dynamique de développement durable d'activités économiques locales en Haïti

Opérateur WB : Groupe One

Opérateur Haïti : Université QUISQUEYA – Centre d'Entrepreneuriat et d'Innovation (CEI)

La 1^{ère} étape du projet a permis d'accueillir des formateurs haïtiens en Wallonie-Bruxelles en vue de participer aux modules de formation proposés, apprentissage des outils, rencontre de partenaires et d'entrepreneurs ayant mis en œuvre une démarche similaire. Suite à cet accueil, le Groupe One a pu, dans un second temps, adapter des outils à la réalité haïtienne. La 3^e étape du projet portait sur la mise en œuvre d'une formation courte en Haïti, coanimée par les coachs haïtiens préformés, sur base des choix thématiques opérés. Cette phase a permis de valider sur le terrain les outils constitués. En plus des 4 coachs formés à Bruxelles, 9 autres coachs du CEI ont également participé à la majorité des modules. 14 porteurs de projet ont également participé en tout ou partie aux sessions qui leur étaient dédiées. La dernière phase du projet devait permettre aux formateurs haïtiens, avec un soutien à distance du Groupe One, de s'approprier les outils et d'intégrer ces nouvelles méthodes dans le coaching avec leurs porteurs de projet. Toutefois il s'est avéré utile qu'une mission supplémentaire en Haïti de suivi de projet/formation permette d'échanger sur les leviers dans l'utilisation des outils et sur les freins dans certains contextes.

Projet 6 : Formation professionnelle au travail social de rue

Opérateur WB : Dynamo International

Opérateur Haïti : Centre d'Éducation Populaire

Le projet visait le renforcement des compétences des travailleurs sociaux de rue de la société civile et des services publics en vue d'une meilleure prise en charge des enfants en situation de rue (OS1) et le renforcement de la coordination, de la concertation, de la transversalité et de la mobilisation nationale et internationale des acteurs de terrain (OS2).

Les résultats attendus dans l'OS1 sont globalement atteints. Ils ont permis l'insertion et/ou la réinsertion sociale et scolaire, socio-professionnelle de 50 enfants en situation de rue en 2015 et 98 en 2016 ; d'accompagner 220 enfants en 2015 et 2016 ; de former 93 acteurs sociaux des services publics et de la société civile en Haïti au travail de rue ; de renforcer 9 formateurs haïtiens dans leur aptitude à donner des formations au travail social de rue ; d'organiser des stages internationaux (2 par an) permettant le renforcement des compétences des travailleurs de rue belges et haïtiens. Les participants auxquels ont été octroyés les certificats avec mention «Très Bien» et «Bien» lors des formations de formateurs seront les futurs formateurs nationaux des prochaines formations de base en Travail Social de Rue.

En ce qui concerne l'OS2, la plateforme des travailleurs sociaux de rue et communautaire d'Haïti (PLANATRUCH) a été officiellement constituée début 2017 et une convention de partenariat entre Dynamo International, PLANATRUCH, le Bureau WBI, le centre d'Éducation populaire (CEP) et l'Office de Protection des Citoyens (OPC) a été signée en novembre 2016. Par cette convention, le CEP, la PLANATRUCH et Dynamo International se sont engagés à organiser en Haïti 2 séminaires de formation/an au travail social de rue à destination des agents de la fonction publique et des membres de la société civile. De son côté Dynamo accueillera en stage des travailleurs de rue (2/an) et la plateforme de rue en Haïti, un à deux stagiaires belges/an. Dans ce cadre, en 2017, un agent de l'OPC a été accueilli en Belgique.

Remarque : Le projet « Sensibilisation et plaidoyer sur l'insertion scolaire/éducation spécialisée des enfants en difficulté » présenté par la Plateforme Haïti.be dans le cadre du 20ème anniversaire de la signature de l'accord de coopération vise à sensibiliser les acteurs de la société civile et plaider auprès des autorités publiques haïtiennes pour une meilleure

insertion des enfants en situation de rue dans le système scolaire, par la mise en place d'un processus d'insertion spécialisé et la formation des maîtres et professeurs. Les travailleurs de la PLANATRUCH ont été actifs dans le projet par la mise en œuvre des micro-actions avec les enfants en situation de rue.

Perspective : Le renforcement de la branche Formation de la PLANATRUCH avec 10 formations (2/an) en techniques de base du « travail social de rue » données par les formateurs haïtiens, avec les différentes formations de formateurs et les formations thématiques, l'introduction dans les curricula de contenus liés au travail social de rue avec les universités et les écoles professionnelles et la reconnaissance de la profession de travailleur de rue ainsi que celle de la PLANATRUCH comme institution de référence en travail social de rue. Par ailleurs, il est souhaité d'impliquer les institutions étatiques départementales dans le processus de formation et/ou de mise en réseau, en tant qu'acteurs incontournables d'intervention auprès des populations en situation de rue.

Projet 7 : Renforcement, par la formation, la recherche et la diffusion des techniques et des capacités de la « Ferme-école Spiruline/FAMS-UEH » pour la production de la spiruline

Opérateur WB : Aquapôle de l'Université de Liège

Opérateur Haïti : Laboratoire de Biotechnologie et des Symbioses Végétales - Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire de l'Université d'Etat d'Haïti

En continuité du projet repris au programme de travail de la 3ème Commission Mixte Permanente, le projet a permis de renforcer les activités et des capacités techniques de la Ferme-école, la promotion de l'entrepreneuriat dans le cadre de partenariat avec des institutions locales et la création d'une unité de développement de la recherche. Les capacités infrastructurelles ont été renforcées avec notamment l'aménagement de locaux adéquats au sein de la FAMV de l'UEH et la construction, par une équipe locale, d'un nouveau bassin de culture à vocation pédagogique.

Une cellule de formation et de prise de contacts a été créée à la FAMV avec plusieurs institutions afin d'identifier des candidats à la formation pratique à destination des entrepreneurs «ferme spiruline». 2 sessions de formation à la culture organisée à l'intention de potentiels futurs «entrepreneurs spiruliniers» a rassemblé 31 participants/stagiaires, recrutés après promotion du projet par les partenaires haïtiens auprès du Ministère de l'Agriculture (MANRDR) et de plusieurs ONG locales investies dans des programmes de souveraineté alimentaire. Un manuel de formation conçu par CUBIA et rédigé en collaboration avec l'Aquapôle et la FAMV a servi de jalon à l'élaboration du programme et au déroulement de la session qui fut, du ressenti partagé des participants et des intervenants, une réussite, en termes d'apprentissage et d'émulation. A ce jour, 41 participants ont déjà suivi la formation à la production au cours des 3 sessions de formation «Apprendre en le faisant» organisées sur place par la ferme école de la FAMV.

D'ores et déjà, cinq institutions et/ou organisations caritatives ont été identifiées comme futurs partenaires pour l'installation de fermes pilotes dans cinq départements de l'île :

- dans l'Artibonite, le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) via l'Organisation du Développement de l'Artibonite (ODVA)
- dans la Grande Anse, l'association Cœur Vert et l'Université de la Grande Anse (UNOGA)
- dans le Plateau central, les Petits Frères de l'Incarnation

- dans le Sud, le Centre De Réconfort du Sud Haïtien (CRESH) et l'Université Américaine des Cayes (UAC)
 - dans le Nord, l'Université d'Etat de Haïti (UEH) via son Campus de Limonade.
- La difficulté d'approvisionnement des intrants est toutefois un frein important pour de jeunes entrepreneurs.

En terme de développement de la recherche, une étudiante de la FAMV, Mlle Chrismane Bellizaire a été accueillie à Liège dans le cadre de son mémoire de fin d'études intitulé «Etude de la production de biomasse spiruline dans les conditions limitantes des éléments nutritifs ».

L'appropriation du projet par les bénéficiaires est tout à fait satisfaisante et se traduit par :

- la mise en place de structures pérennes de formation/sensibilisation et de production ;
- la construction actuelle du bassin pédagogique réalisée par une équipe locale (les 3 bassins initiaux avaient été réalisés à l'époque par l'expert wallon Altech) ;
- la mise en place de formations données par les acteurs locaux pour des entrepreneurs locaux ;
- la FAMV est devenue un point d'ancrage pour la sensibilisation des populations à l'utilisation de la spiruline ;
- le suivi par la FAMV de plusieurs TFE en rapport avec la spiruline ;
- l'accueil d'un étudiant FAMV à Liège en janvier 2018.

Secteur : Culture et entreprises culturelles

Projet 8 : Renforcement pédagogique de structures de formation théâtrale en Haïti

Opérateurs WB : - Conservatoire Royal de Liège/Domaine du Théâtre – ESACT / La Chaufferie
Acte 1

Opérateurs Haïti : - Atelier Soleil / Ecole Nationale des Arts de Port-au-Prince

Ce projet a débuté en octobre 2015 par le renforcement à la formation d'acteurs, production, régie et de formateurs avec des missions de l'ESACT de formation corps/voix/jeu et de formation pratique en production, régie et scénographie. Parallèlement, 9 boursiers ont travaillé sur la recherche de l'ethno drame haïtien. Les échanges ont donné lieu à la création du spectacle *Un arc-en-ciel pour l'Occident chrétien*, terrain d'application des axes précédents par la production et la diffusion internationale d'un spectacle d'insertion professionnelle (tournée en Europe, Burkina Faso et Haïti). Par ailleurs, ces exercices ont été intégrés au cursus de l'école liégeoise et font partie du cursus de première année de la section théâtre de l'ENARTS. L'appropriation se produit plus au niveau de certains individus membres d'Atelier Soleil (ou stagiaires invités) qui retransmettent les connaissances acquises, avec l'Association ou selon l'initiative personnelle (mise en place dans un Collège des Gonaïves d'un "dérivé" du travail sur l'ethno drame avec les étudiants), qu'au niveau plus global de l'association elle-même.

Le projet a par ailleurs suscité des collaborations prometteuses avec d'autres structures en vue de l'élaboration d'un programme de formation d'acteurs dans les grands lieux de culte vaudou ainsi qu'un travail de compilation et de mémoire de chants non encore répertoriés. Il favorise aussi l'émergence de nouveaux groupes de travail sur l'ethno drame parmi les stagiaires sélectionnés par l'association (St Val et Trofort, boursiers 2017). En avril 2018 de nouvelles formations en régie et jeu/corps/voix, sont réalisées.

Projet 9 : Plateau Jeunes talents

Opérateur WB : Talia ASBL

Opérateur Haïti : Ayiti Mizik (Association des professionnels de la musique)

Ce projet de renforcement des professionnels de la nouvelle scène musicale haïtienne a permis d'organiser une fois par année à Port-au-Prince des ateliers de formation en coaching scénique, vocal, musical (à l'intention des compositeurs, arrangeurs et instrumentistes haïtiens) et des techniciens du son. En 2016, 2017 et 2018, 4 artistes haïtiens ont bénéficié de stages en Belgique à l'AKDT. En 2017, un boursier supplémentaire a pu réaliser un stage au sein du festival Esperanzah!

Perspective : L'opérateur WB souhaite impliquer des artistes haïtiens en tant que futurs formateurs et faire de la formation de formateurs.

Projet 10 : Développement d'une collaboration entre institutions d'enseignement supérieur dans le domaine des arts visuels – enjeux et pratiques

Opérateur WB : ENSAV - La Cambre (Opérateur WB associé : ESA Le 75)

Opérateur Haïti : Ecole Nationale des Arts de Port-au-Prince (ENARTS)

Le projet global a permis de stimuler un certain nombre d'échanges concrets, dans et en dehors de la Commission mixte permanente, autour de la formation d'étudiants et, dans une mesure moindre, de professeurs haïtiens au sein des écoles d'art partenaires en Belgique.

L'expérience de terrain a poussé à redéfinir, de manière plus ciblée, les objectifs opérationnels du projet avec un renforcement, entre autres, des formations directement liées à l'insertion professionnelle des étudiants de l'ENARTS.

Deux champs d'action principaux ont été prioritairement investis :

- le champ numérique, en particulier dans l'exploitation des «logiciels libres» ;
- le champ de la conservation/restauration des œuvres d'art.

Si chaque mission est un succès, aucune continuité pédagogique réelle n'a pu être observée sur le terrain, chaque mission repartant en quelque sorte à zéro. En effet, le contexte, particulièrement opportun en 2014 avec un ambitieux projet de reconstruction de l'ENARTS dans des bâtiments neufs et adaptés à Port-au-Prince, n'a malheureusement pas évolué depuis 2014.

Les réalités du terrain ont néanmoins conduit les opérateurs à prendre acte d'une double nécessité :

- reformuler et re-cibler le projet, en particulier vis-à-vis des capacités d'insertion professionnelle et en fonction des moyens et équipements disponibles sur place ;
- renforcer la durée et les moyens du projet, pour garantir la durabilité de son impact et de son appropriation par les acteurs locaux.

Projet 11 : Rayonnement local et international des musiques traditionnelles en Haïti

Opérateur WB : Centre Culturel Bruxelles Nord - Maison de la création ASBL

Opérateur Haïti : Caracoli

Le développement international de Chouk Bwa Libète a dépassé largement les prévisions : le soutien à la tournée 2015 a consolidé le groupe avant sa participation à WOMEX, qui elle-même aura généré l'une des tournées les plus importantes jamais réalisées par un groupe

haïtien, avec pour effet direct de répondre à l'objectif du projet de valoriser la musique traditionnelle haïtienne à l'étranger et l'impression qu'il existe un espace pour les musiques liées au vodou dans leur pays. Cependant, une coordination locale aux Gonaïves semble indispensable pour leur ancrage local et assurer un suivi de long terme.

Avec Follow Jah, Caracoli a développé un travail de long terme, le groupe se construit une place au niveau local, en mettant l'accent sur le social plutôt que l'artistique, en participant à des événements comme le Festival International de Jazz de Port-au-Prince, en prenant part à diverses actions dans le domaine socio-éducatif, en s'intégrant dans des programmes d'ONG internationales. La tournée internationale a permis à certains musiciens de perfectionner leur pratique musicale, d'augmenter leur niveau d'organisation et de responsabilité, et a suscité un dynamisme au sein de la communauté qui a vu la naissance de l'Association Culturelle de Berthé avec laquelle Caracoli a commencé à collaborer. En ce sens, l'ensemble des bénéficiaires, les musiciens et les membres de la communauté, se sont bien appropriés les actions du projet dans une forme de dynamique collective.

Les capacités des bénéficiaires (musiciens) à gérer le projet sont encore faibles, mais les actions ont permis d'identifier un certain nombre de personnes au sein du groupe qui sont à même de prendre en charge des activités de gestion.

Projet 12 : Urgence de Lire

Opérateur WB : Coopération par l'Éducation et la Culture (CEC)

Opérateur Haïti : Direction Nationale du Livre (DNL)

Autre opérateur associé : Editions Mémoire d'Encrier

Le projet a commencé dès l'automne 2015 avec l'achat de livres par WBI à Mémoire d'Encrier et leur envoi en Haïti. Ils ont finalement pu être mis à disposition de la DNL après les élections, en novembre 2016. Vu les événements politiques et climatiques (ouragan Matthew), le planning des activités prévues a été adapté. En décembre 2016, une première distribution a été effectuée dans 6 établissements scolaires de Port-au-Prince et une autre dans 4 bibliothèques municipales accompagnée d'animations notamment en présence de Gary Victor.

Suite au passage de l'ouragan Matthew dans le sud du pays, les partenaires du projet «Urgence de lire» (CEC, Mémoire d'Encrier, DNL) ont élargi la distribution des livres prévue dans cette région à d'autres points dans le Sud touchés par l'Ouragan (Léogane, Grand Goâve, Ti-Goave, Maragoane et Jérémie) en incluant les bibliothèques de proximité du réseau de la FOKAL, les CLAC et le réseau du Pen. Un soutien spécifique de WBI a été octroyé pour l'achat de livres et la tenue d'une caravane du livre en septembre 2017 dans la région dévastée. L'auteure belge Geneviève Damas, accompagnée d'un représentant de CEC, a participé à la tournée entamée par la Rencontre littéraire organisée à la Fokal en présence de tous les auteurs présents. Les bénéficiaires se sont appropriés la partie distribution et animation du projet. La collaboration entre Mémoire d'Encrier, la DNL et CEC s'est déroulée dans un climat constructif. L'attente des jeunes dans le secteur de la lecture et l'écriture reste toutefois très forte.

Projet 13 : Soutien au développement par de jeunes professionnels haïtiens d'une plateforme multimédia documentaire et d'une revue papier de photojournalisme

Opérateur WB : MM. Gaël TURINE et Loïc DELVAULX

Opérateur Haïti : Fondation Connaissances et Libertés (FOKAL)

Ce projet visait à soutenir la professionnalisation de jeunes photographes, vidéastes et graphistes membres du collectif K2D à travers la création d'une revue papier et d'une plateforme collaborative sur le web, miroir de la publication. Au fil de quatre ateliers organisés par la FOKAL et encadrés par des formateurs issus de la Fédération Wallonie-Bruxelles ainsi qu'un professionnel haïtien en 2015, 2016 et 2017, de jeunes professionnels déjà impliqués dans la presse locale et dans un processus de formation soutenu par la Fokal ont construit et consolidé ces outils.

En début de programme, 2 ateliers ont été menés pour les accompagner dans la définition de la ligne éditoriale et la forme de leur revue, ainsi que le thème du premier numéro : la frontière. La matière a été produite dans le cadre d'ateliers pour renforcer l'aspect formateur du projet, mais également en dehors, avec un suivi assuré par la FOKAL et à distance par les formateurs. Les trois volets de compétence (photo, vidéo, graphisme) ont été développés.

Ensuite, lors d'un atelier d'édition, la matière produite lors des précédents workshops en photo a été éditée en présence de tous. La mise en page a ensuite été effectuée entre Port-au-Prince et Bruxelles, où la revue a été imprimée. Les images vidéo ont également été éditées pour produire une petite œuvre multimédia « Rapatriés » publiée sous forme de DVD qui a fait par ailleurs office de catalogue de l'exposition « Frontières » produite par la Fokal à Port-au-Prince dans le cadre du Festival 4 Chemins en novembre 2016.

Un site Internet et une plateforme collaborative ont été mis en ligne suite à un atelier organisé et financé par la Fokal avec Visura (kolektif2d.com). Ce projet a participé, avec les autres projets menés par la Fokal, à la professionnalisation des jeunes vidéastes, photographes et graphistes à travers la confection de la revue FOTOPAKLE, partout saluée pour sa qualité et son professionnalisme.

Réalisation d'un logo dans le cadre du 20^{ème} anniversaire de coopération

Le logo de célébration des 20 ans de l'accord de coopération est le fruit d'un atelier de graphisme. Cet atelier a été organisé par la FOKAL avec le soutien de WBI à Port-au-Prince lors de l'automne 2016. Au cours de celui-ci, 5 jeunes graphistes encadrés par le graphiste professionnel haïtien Ralph Dupoux ont pu confronter leur savoir-faire.

Projet 14 : Festival de théâtre de Port-au-Prince

Opérateur Haïti : Association 4 Chemins

Le projet a permis de soutenir la création de spectacles en 2015, 2016 et 2017. Concernant la participation des Cies WB, on notera de la 12^e à la 14^e édition des spectacles d'auteurs reconnus, des échanges, le spectacle transdisciplinaire *Un arc-en-ciel pour l'Occident chrétien*, sur un texte de René Depestre (cfr projet 8) la présentation d'un documentaire radiophonique réalisé en Haïti, l'accueil de Cie en résidence, des projections de films de réalisateurs belges, des lectures publiques de textes de dramaturges belges et la participation de conférenciers.

Remarque : Le Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Monsieur Rudy Demotte, a participé à l'inauguration de la 14^e édition en 2017 dans de l'année « 20 ans ».

Projet 15 : Echanges culturels

Divers opérateurs culturels WB et Haïti.

Ce projet a permis de soutenir durant la période de programmation diverses initiatives dans le domaine culturel (arts de la scène, arts plastiques, littérature...) tant en Haïti qu'en Fédération Wallonie-Bruxelles. Il s'agit aussi bien d'appuis ponctuels à des manifestations artistiques que des soutiens à la mobilité d'artistes (Festival des Rencontres des Musiques du Monde, Cies de WB au Festival 4 Chemins, le Festival de Jazz de PaP, Festival Nègès Mawon, etc) ou de résidence de création (le projet *Celles qui veillent*).

Ce programme a également permis de soutenir via le programme des bourses des résidences d'artistes ou de stage en Wallonie et à Bruxelles (rencontres artistiques Fiorini/Désir, résidences auteurs haïtiens ou accueil rencontres littéraires féminines).

En 2017, dans le cadre du 20^{ème} anniversaire de la signature de l'accord de coopération, un soutien plus important a été accordé pour des projets visant des collaborations entre artistes de Wallonie-Bruxelles et d'Haïti (Uman/Bic au Festival de l'U.E.) ainsi que pour l'organisation d'événements culturels comme celui organisé à Bruxelles mettant les auteurs et la littérature haïtienne à l'honneur (Ayiti La), le Picnic urbain (Théâtre de Liège), le Festival Emulation, l'Assemblée d'avril et le Temps numérique (Les Halles)...

Projet 16 : Soutien à la création d'un réseau de ludothèques à Haïti

Opérateurs WB : - Secteur Ludothèques de la COCOF
- Ludo ASBL

Opérateur Haïti : Direction nationale du Livre (DNL)

Le projet vise la formation de ludothèques afin d'utiliser le jeu dans une perspective de socialisation, de valorisation, d'émancipation, de soutien à la cellule familiale et indirectement de soutien aux apprentissages. Entre 2012 et 2015, des ludothèques ont déjà été créées au sein de plusieurs CLACs situés en province (3 dans l'Artibonite et 3 dans le Sud) mais également à Port-au-Prince dans les locaux de la Direction nationale du Livre. Le projet propose d'accroître le nombre de ludothèques au sein de nouvelles structures culturelles existantes et d'assurer la professionnalisation de ce secteur. Dans le cadre de ce programme, une mission de repérage a permis la confirmation ou la mise en place de nouveaux partenariats comme avec la Fokal et l'Association haïtienne des Jeux de l'Esprit. 5 implantations de ludothèque en bibliothèque avec l'envoi de jeux et de formateurs seront réalisées en juin 2018 (Carrefour, Terrier-Rouge, Anse-à-Veaux, Thiotte, Bombardopolis et, normalement, une 6^e à Martissant). La formation de 10 jours destinée à une quinzaine participants est donnée au siège de la DNL avec comme support un document de formation, syllabus de 80 pages illustré passant en revue les approches théoriques, psychologiques, comportementales du jeu pour aboutir aux techniques d'animation ludique et gestion de projet.

Remarque : Une évaluation définitive du projet sera réalisée à l'issue de la dernière formation (juin 2018).

Appui au renforcement de l'enseignement des sciences dans le nouveau secondaire

L'expertise de Wallonie-Bruxelles pour le suivi du projet n'a pas été requise par la Partie haïtienne durant la période 2015-2017 ce qui a entraîné une perte non récupérable des moyens qui étaient prévus pour ce projet.

Annexe 3

ANNEE HAÏTI

Wallonie-Bruxelles International et Haïti ont célébré en 2017 le 20^{ème} anniversaire de la signature de l'accord de coopération entre les Gouvernements de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et la République d'Haïti.

Dans le cadre de ce 20^{ème} anniversaire, de nombreuses activités ont été réalisées en Wallonie et à Bruxelles ainsi qu'en Haïti pour souligner l'importance de cette coopération, au travers notamment de rencontres artistiques, d'un forum sur la problématique de l'insertion scolaire des enfants en situation de rue, d'une rencontre et échanges professionnels sur les médias et la démocratie, ou encore d'un colloque sur le rôle des organisations civiles sur le devenir du pays. Au niveau politique, une mission en Haïti du Ministre-Président de la Fédération Mr Rudy Demotte, l'accueil du Président haïtien à Bruxelles, Monsieur Jovenel Moïse ou encore la mise à l'honneur d'Haïti par le Parlement de la Fédération le 27 septembre ont permis de renforcer les liens étroits établis entre les Parties. Cette année 2017 fut également l'occasion d'entamer la préparation de la 5^{ème} Commission mixte qui se déroulera à Port-au-Prince en juin 2018 par la signature d'une Déclaration d'entente fixant les axes stratégiques du future programme de travail.

Culture

Tout au long de l'année, des artistes haïtiens ont participé à des évènements culturels en Wallonie et à Bruxelles et la participation des artistes de Wallonie-Bruxelles sur les scènes haïtiennes a été renforcée. Que ce soit en Wallonie et à Bruxelles ou en Haïti, ces présences se sont organisées soit dans le cadre d'activités récurrentes tout en labélisant la participation du logo 20^{ème} soit lors d'initiatives spécifiques 20^{ème}.

Une décentralisation de cet évènement a également été réalisée au Centre Wallonie-Bruxelles à Paris (pour la Journée internationale de la Francophonie et le Festival francophonie Métissée) ainsi qu'au Théâtre des Doms en Avignon

De nouvelles collaborations, comme entre le Festival 4 Chemins et le Théâtre de Liège ainsi qu'aux Halles de Schaerbeek ou encore avec le Festival de la coopération de Port-au-Prince ont été initiées à l'occasion de cette année Haïti.

En Wallonie et à Bruxelles :

- Journée internationale de la Francophonie : concert de la chanteuse haïtienne Renette Désir et du pianiste belge Fabian Fiorini ;
- L'assemblée d'avril des Halles : accueil d'un jeune artiste vidéaste et d'un conférencier ;
- Festival Emulation : participation du Directeur artistique, Guy Régis, au jury du Festival ;
- Ayiti La ! : accueil d'une dizaine d'auteurs dont Dany Lafférière, de l'Académie française
- Rétrospective Arnold Antonin en présence du réalisateur ;
- Pic Nic urbain : accueil du DJ Gardy Girault et de Dany Lafférière
- Temps numériques : création par Denis Maeksens de l'installation « Le chuchotements des étoiles » ;
- Accueil de Raoul Peck pour la présentation de son film « I'm not your negro »

En Avignon :

- Théâtre des Doms, lecture de l'auteur Faubert Bolivar

Au Centre Wallonie-Bruxelles à Paris :

- Journée internationale de la Francophonie : concert Renette Désir/Fabian Fiorini ;
- Ouverture du Festival Francophonie Métisée avec la chanteuse Emeline Michel

En Haïti :

- Festival de Jazz de Port-au-Prince : participation du Trio Jean Paul Estievenart ;
- Festival du Film francophone de Port-au-Prince
- Festival de la coopération de l'Union européenne-Haïti : concert du duo UMAN/BIC avec la participation de l'instrumentiste Fabian Beghin. Un ingénieur son et un régisseur lumière de WB ont travaillé pour ce Festival et ont donné à cette occasion des ateliers de formation.
- Festival des Musiques du Monde : participation des artistes Fabian Beghin et Manu Gallo ;
- Caravane du Livre : organisé dans le cadre du projet « Urgence de Lire » de la 4^{ème} CMP et avec la participation de l'auteure Geneviève Damas
- Festival 4 Chemins : Inauguration par le Ministre-Président de la Fédération Mr Rudy Demotte et présentation d'un focus spécial Wallonie-Bruxelles avec la participation de la Cie De Facto et de la cie Artara/Fabrice Murgia. Pour ce Festival consacré à l'Enfance, présentation de plusieurs films de WB et conférence du Délégué général à l'Enfance, Monsieur Bernard De Vos et lecture d'un texte de Céline Delbecq par un artiste haïtien.
- Foire international du Livre d'Haïti : invitation par la Direction nationale du Livre de Port-au-Prince de l'auteur Thomas Gunzig
- Festival Négès Mawon : participation du Théâtre de Liège/asbl Distinguo avec le projet « Celles qui veillent »
- Direction nationale du livre : ouverture d'un rayon de livres d'auteurs de Wallonie-Bruxelles inauguré par le Ministre-Président Rudy Demotte

Médias et démocratie dans les Etats fragiles

A la demande de WBI, l'Université libre de Bruxelles (ULB) a organisé, en collaboration avec la Fondation Connaissance et Liberté(FOKAL) de Port-au-Prince un projet axé sur les enjeux numériques de la production d'information dans un contexte fragile à destination d'une dizaine de journalistes haïtiens. Le projet s'est déroulé en 2 phases :

Phase 1 : une première phase de formation et de prospection en Haïti visant à initier la collaboration avec les journalistes ;

Phase 2 : la seconde phase consistait en la venue à Bruxelles des 10 journalistes invités pour une période de stage dans les médias belges (en ligne) ainsi que pour assister à des ateliers de l'ULB et à des rencontres avec les associations professionnelles présentes à Bruxelles. A l'issue de ce séjour, l'ULB a organisé une table-ronde, avec la participation du journaliste Godson Pierre d'Alter presse, pour débattre des enjeux et défis du journalisme dans les états fragiles en proposant un focus sur Haïti.

Au travers de ce projet, des contacts ont été noués et des échanges d'expériences ont été rendus possibles entre journalistes haïtiens et belges, les compétences des participants ont été renforcées, en particulier dans le domaine du journalisme en ligne et le public belge a été sensibilisé à la situation d'Haïti (conférence, l'exposition de photographie cfr ci-dessous)

et la visibilité données à Haïti à travers les articles et éléments proposés par certains des journalistes aux rédactions d'accueil.

La présence de ces journalistes, dont deux membres du Kolektif 2 Dimansyon (K2D) a été l'occasion d'accueillir dans le hall de la Faculté d'Architecture de l'ULB l'exposition FRONTIERES réalisée dans le cadre d'un projet de formation à la Fokal encadré par Gaël Turine, Chiqui Garcia et Loïc Delvaux.

Une attestation de participation à ce projet a été remise lors d'une réception à la Maison Dufort (projet de restauration Gingerbread de la 4^{ème} CMP) par le Ministre-Président Rudy Demotte aux journalistes haïtiens lors de sa mission en Haïti.

OIF

2 lauréats du prix Jeunes journalistes 2017, Hadson Archange Albert et Sophonie Deravine ont été accueillis à Bruxelles pour participer aux ateliers de l'ULB, aux rencontres avec les associations de professionnelles et à la table-ronde organisés dans le cadre du projet « Médias et démocratie dans les Etats fragiles »

Patrimoine

Madame Michèle Pierre Louis, Présidente de la Fokal à Port-au-Prince, a co-présidé avec Monsieur Joris, administrateur général de l'Institut du Patrimoine wallon le symposium « Préservation du patrimoine culturel : moteur de dialogues entre tous les acteurs et professionnels du patrimoine dans une dynamique de diversité » organisé à Liège dans le cadre de la Conférence mondiale des humanités soutenue par l'UNESCO.

Plateforme Haïti.be

La Plateforme Haïti.be s'est associée à cette année par l'organisation de 2 activités :

- Organisation à Bruxelles d'un Forum sur le thème de « L'auto-développement en Haïti, rêve ou réalité ? » avec la participation d'experts haïtiens et de l'artiste Erol Josué ;
- Insertion scolaire des enfants en difficultés : une recherche –action a été menée sur le terrain et s'est clôturée par une conférence-débat présentant les recommandations amenées par la recherche.

Relations diplomatiques

L'ambassade d'Haïti à Bruxelles a été étroitement associée à la préparation et au déroulement de cette année Haïti. On notera également que WBI a soutenu l'organisation par l'ambassade de la Fête du Drapeau le 18 mai et la présentation à cette occasion d'une exposition de documents historiques haïtiens.

Logo

Le logo de célébration des 20 ans de l'accord de coopération est le fruit d'un atelier de graphisme et s'inspire des couleurs et textures du mouvement Saint-soleil initié en 1973 par l'artiste Tiga. Cet atelier a été organisé par la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL), avec le soutien de WBI à Port-au-Prince lors de l'automne 2016. Au cours de celui-ci, 5 jeunes graphistes encadrés par le graphiste professionnel Ralph Dupoux ont pu confronter leurs savoir-faire.

Annexe 4

PROJETS DE COOPERATION DECENTRALISEE

Durant la période 2015-2017, Wallonie-Bruxelles est intervenu financièrement en faveur des projets de coopération décentralisée repris ci-dessous. Sont repris également les projets ayant bénéficiés de financement avant 2015 mais dont la durée de mise en œuvre couvre en partie la période 2015-2017. Les engagements budgétaires de 2015 à 2017 s'élèvent à un montant 198.828 euros pour 9 projets.

ACTEC – Association for Cultural, Technical and Educational Cooperation

« Ayiti kanpe » : Amélioration de l'employabilité et des perspectives professionnelles des jeunes haïtiens par la modernisation des formations techniques, le renforcement et la mise en réseau d'écoles, le soutien à l'entrepreneuriat et l'enseignement digital.

Collaboration avec l'APEFE.

Lieu : Département du Nord, Nord-EST, Centre, Ouest, Sud-Est, Nippes et Sud

Durée du programme : 01/01/2017 – 31/12/2021

Secteur(s) : Formation / Emploi

Appui WBI : 15.000€

Partenaires :

- Sœurs Salésiennes de Don Bosco (FMA : Filles de Marie Auxiliatrice).
- Ecole Saint-Joseph Artisan (EPSJA), Port-au-Prince.
- Ecoles Mains Ouvertes : écoles à Port au Prince (Ecole de Fontamara) , au Cayes (Ecole de la Savane et Ecole de Deux Mapous FMA) et à Dory (Ecole de Dory).

ENTRAIDE ET FRATERNITE

1585 familles paysannes membres d'organisations de base ont renforcé leurs initiatives de production agroécologique et de transformation et commercialisation solidaire et ont contribué avec d'autres à ce que l'État haïtien définisse une politique agricole qui leur soit plus favorable.

Lieu : Nord, Nord-Est, Artibonite, Ouest, Sud-Est

Durée du programme : 01/01/2017 – 31/12/2021

Secteur(s) : Développement rural / souveraineté alimentaire

Appui WBI : 12.494€

Partenaires :

- Institut Culturel Karl Lévêque (ICKL)
- Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA)
- Société d'Animation et de Communication Sociale (SAKS). Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen.

GEOMOUN

Nord et Sud, petits et grands, engageons-nous pour le respect des droits humains. Confirmer le choix des maîtres artisans susceptibles de devenir formateurs dans les secteurs identifiés, formation des maîtres artisans par des superviseurs, alphabétiser les jeunes, mettre en place un mécanisme de suivi et d'accompagnement des apprenants, organiser les formations continues en renforcement des capacités, EES, VIH, hygiène, sécurité, organiser des formations sur l'entrepreneuriat, le marché des affaires, les concepts de comptabilité, de crédit, de plans d'affaires, de marketing et de microcrédit, développer les aptitudes des jeunes formés en recherche d'emploi et en plan d'affaire, appuyer leur recherche d'octroi de micro-crédits et soutenir le développement progressif de l'AGR, former l'association locale

RESEDH pour développer ses capacités d'implémentation, coordination, gestion, suivi et évaluation des formations professionnelles en atelier.

Lieu : Département du Sud-Est, commune de Jacmel

Durée du programme: 14 mois

Secteur(s) : Formation / Emploi

Appui WBI : 14.129€ -

Partenaires :

- ONG RESEDH

- ONG FODES5

- l'INFP : Institut National de Formation Professionnelle

- l'APEFE

GEOMOUN

Belgique/Bénin/Togo/Haïti – Organisation d'une table ronde sur le droit à la participation des enfants en Belgique, en Afrique de l'Ouest et en Haïti.

Envoi des valises pédagogiques aux 3 partenaires Sud, choix des acteurs-clés à inviter à la TR, réservation du lieu, confirmation des participants, accueil, dbriefing, synthèse et conclusion

Lieu : Belgique

Durée : 1 an

Appui WBI : 5.000€

Partenaires : en Haïti : RESEDH

ACTEC - ASSOCIATION FOR CULTURAL, TECHNICAL AND EDUCATIONAL COOPERATION (projet terminé fin 2016)

« Ayiti Kanpe II » :- Amélioration de la qualité de la formation professionnelle pour une meilleure employabilité des jeunes Haïtiens ».

Améliorer l'employabilité des jeunes en renforçant de manière durable la formation technique et professionnelle en Haïti à travers la construction et la réhabilitation d'écoles techniques.

Lieu : Département du Nord, Nord-Est, Centre, Ouest, Sud-Est, Nippes et Sud.

Durée : 2014 - 2016

Secteur(s) : Emploi / Education / Jeunesse

Appui WBI : 59.707 €

Partenaires : Sœurs Salésiennes (FMA) / Fondation EPSM (Ecole Saint-Joseph) / Ecoles Mains Ouvertes.

GEOMOUN (projet terminé fin 2016)

« Mobilisation des acteurs de la société civile et de l'Etat pour la mise en place d'un système de protection de l'enfant dans la commune de Jacmel, Haïti ».

Lieu : Commune de Jacmel

Durée : janvier 2015 – décembre 2016

Secteur(s) : Droits des enfants / Bonne gouvernance

Appui WBI : 18.615 €

Partenaires : RESEDH (Réseau du Sud Est de Défense des Droits Humains) / CAEPE (Collectif des Acteurs Engagés pour la Protection de l'Enfance)

FGTB WALLONNE (en cours depuis janvier 2017)

« Haïti-Renforcement de compétences des syndicats dans la mise en œuvre de l'agenda du travail décent dans les zones franches d'exportation (ZFE) »

Lieu : Là où vivent les populations affiliées à un des syndicats partenaires.

Durée : 24 mois.

Secteur(s) : Syndicalisme / Protection sociale / Economique

Appui WBI : 73.984 €

Partenaires : Confédération des travailleurs haïtiens (CTH) / La Confédération des Travailleurs et Travailleuses des Secteurs Public et Privé (CTSP) / Coordination syndicale Haïtienne (CSH) / Intersyndicale haïtienne Premier mai - BATAY OUVRIYE / CNOHA : Confédération Nationale des Ouvriers Haïtiens

DYNAMO INTERNATIONAL (en cours jusqu'en mars 2017)

« Renforcement de la protection sociale au niveau de l'insertion scolaire et professionnelle des enfants et adolescents en situation de rue en Haïti. Interventions et concertations. »

Lieu : Port-au-Prince, Petit Goâve et Cap Haïtien.

Durée du projet : 01/01/2015 au 31/12/2016

Appui WBI : 68.674 €

Partenaires : CEP – centre d'éducation Populaire, OPC – Office de la Protection des citoyens, IBESR – Institut du Bien-être social, BPM – Brigade pour la protection des mineurs, VIS – Volontario Internazionale per lo Sviluppo, UNICEF

Secteurs : Enfance et jeunesse, consolidation de la société

GEOMOUN (en cours jusqu'en mars 2017)

« Mobilisation en faveur des droits de l'enfant et à l'éducation « Non violente » pour une meilleure protection de l'enfant dans le département du Sud-est Haïtien »

Description :

Lieu : Commune de Jacmel

Durée du projet : 01/01/2015 au 31/12/2016

Appui WBI : 78.457 €

Partenaires : le CAEPE (collectif des acteurs engagés dans la protection de l'enfant) qui reprend 18 organisations : GADE Haïti, RESEDH, CSB, RECOSE, CAEPSPH, CASED, FTK, OPADEL, FEDEZ2, MIDADE, COJADD, PLATRUSE, ASPDS, AHDESE, BELCOLUS, APE, HMK, FMR.

Secteurs : Enfance et jeunesse, consolidation de la société, formation

OXFAM SOLIDARITE

« Appui à la gouvernance décentralisée et au développement de l'assainissement dans la zone du lac Azuëi »

Durée du projet : 01/01/2014 au 31/07/2016

Appui WBI : 125.000 €

Partenaires : municipalités de Croix-des-Bouquets (CDB), Ganthier, Cornillon, Thomazeau et Fonds-Verrettes
Secteur : eau et assainissement

DYNAMO INTERNATIONAL

« Amélioration de la situation de protection et d'aide aux mineurs et à leurs familles en situation de rue après le tremblement de terre en République d'Haïti »

Objectifs :

Durée du projet : 2014

Appui WBI : 45.095 €

Partenaire(s) : Centre d'Education Populaire (CEP – Port-au-Prince) ; Université d'Haïti (PAP) ; Tektolé (Jacmel) ; Office Protection des Citoyens (OPC – Port-au-Prince) ; Institut du Bien-Etre Social et de Recherches (IBESR – Port-au-Prince / Jacmel et Petit Goâve) ; Institut de Formation de Dynamo International (Lisbonne) – Portugal ; Association des travailleurs et travailleuses de Rue de Québec (ATTRueQ-Montréal) – Québec ; Université de Trois Rivières – Québec ; Regroupement des Organismes Communautaires au Québec en Travail de Rue (ROCQTR – Montréal) ; Université de Mons Belgique (UMH – Mons)

Secteur(s) : Consolidation de la société, droits de l'Homme, travail décent

ENTRAIDE ET FRATERNITÉ

« Renforcement des capacités des communautés paysannes à influencer les politiques publiques et à développer des actions d'économie solidaire »

Durée du projet : 2014-2015

Appui WBI : 82.930 €

Partenaire(s) : PAPDA - Plate-forme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif ; Institut Culturel Karl Levêque (ICKL)

Secteur(s) : Consolidation de la société, droits de l'Homme, travail décent , développement rural, souveraineté alimentaire

SOLIDARITÉ MONDIALE

« Projet de renforcement des services de soins de santé primaire pour l'amélioration de la qualité de vie des habitants du département Ouest d'Haïti. »

Durée du projet : 3 ans

Appui WBI : 80.190 €

Partenaires : Le Mouvement socio-culturel pour les travailleurs haïtiens, Inc. (MOSCTHA)

Secteurs : Santé publique ; Consolidation de la société, droits de l'Homme, travail décent

Annexe 5

**AGENCE WALLONNE A L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ETRANGERS (AWEX)
ET L'AGENCE WALLONNE DE L'AIR ET DU CLIMAT (AWAC)**

A. L'Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEX)

En 2010, l'AWEX, soutenue par la SOFINEX, a signé un accord avec l'IIC (*Inter-American Investment Corporation*, division de la Banque interaméricaine de Développement).

Ce programme d'assistance technique, baptisé "Initiative Wallonie-Belgique pour Haïti", s'intègre dans le programme FINPYME ExportPlus destiné à aider les PME haïtiennes à accéder aux marchés d'exportation.

L'année 2016 a été marquée par une refonte totale de l'IIC et la création d'une "New IIC" résultant de la fusion de deux départements: *Structured and Corporate Finance* et *Opportunities for the Majority*. Elle calque ses priorités sur celles de la BID, à savoir, les transports, l'énergie, l'agriculture et les institutions financières.

La nouvelle mouture en 2016 procède désormais via des partenaires privilégiés de la BID, comme l'ASBL FINCA (www.finca.org), une institution financière de microcrédit largement représentée en Amérique latine.

Quelques exemples d'actions menées dans le cadre de ce programme depuis sa création :

- Envoi de 15 tentes (Made in Wallonia - Schreber à Lontzen) à la société Carifresh (producteur de mangues) ;
- Aide à la rhumerie Berling, détruite au cours du tremblement de terre de janvier 2010 ;
- 4 missions : Cape Decision (Braine-L'Alleud) pour aider la société à acquérir du matériel de seconde main ;
- Christophe Jacquemin Sanctus (Brabant wallon): plan marketing/export et nouvel étiquetage ;
- Aide à Caribbean Craft : envoi pendant un mois d'un étudiant de St Luc à Liège pour dessiner de nouveaux projets ;
- Financement d'une formation étalée sur plusieurs semaines par l'Université Quisqueya d'une douzaine de très petites entreprises: rédaction d'un business plan ;
- Séminaire d'une journée - en collaboration avec la Chambre de Commerce de Port-au-Prince - sur le marché américain ;
- Mission du chocolatier François Deremiens (Prouvy - Province du Luxembourg): visite de producteurs de cacao et de coopératives. Conseils de culture, de récolte, de traitement, de contrôle de qualité etc ;
- Séminaire destiné à la pérennisation des petites entreprises familiales (Valérie Denis et Laurence Lievens - ICHC via DRIS (Walhain) ;
- Assistance technique personnalisée en faveur de la société MFK (Meds & Food for Kids), spécialisée, comme son nom l'indique, dans les médicaments et la nourriture pour les enfants. Cette action a été menée à bien par M. Franck Toussaint (Intraco Consulting - Blégny-Barchon);
- Comptabilité élémentaire pour TPME en collaboration avec FINCA (Institution de microcrédit partenaire de la BID).

Deux actions sont d'ores et déjà planifiées pour 2018 en Haïti :

- Assistance technique à l'entreprise sociale Ayitika (coopérative de producteurs de cacao) assurée par Groupe One (Louvain-la-Neuve) ;

- Formation des cadres de la société Fonkoze (Institution de micro crédit) à la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le détournement de fonds vers le terrorisme.

B. Agence Wallonne de l’Air et du Climat (AWAC)

Participation de professionnels haïtiens aux stages méthodologiques organisés par l’ONG Aide au Développement Gembloux (ADG) en collaboration avec le Laboratoire d’Agroécologie tropicale de la Faculté Gembloux Agro-Bio Tech de l’Université de Liège financés par la Région wallonne.

En 2017 pour la première fois et à nouveau en 2018, à la demande du Ministre wallon Carlo di Antonio, des stages ont été organisés en réponse aux besoins des acteurs de développement au Sud de maîtriser les outils méthodologiques permettant de mieux identifier et de réaliser des actions collectives pertinentes dans un contexte complexe et soumis à divers facteurs de vulnérabilité. Les stages visent à intégrer, dans leurs actions, des connaissances et des compétences relatives à la vulnérabilité, aux changements climatiques, à leurs effets et aux moyens d’y faire face.

Les stages visent à développer des compétences individuelles, inscrites dans une dimension institutionnelle, à savoir les organisations qui emploient ces acteurs du développement. Ils renforcent le rôle critique de ces professionnels afin de leur permettre de relever pleinement et activement les enjeux, en particulier climatiques, auxquels leurs pays sont confrontés au quotidien.

Les candidats qui réussissent l’épreuve finale se voient octroyer un « Certificat en Gestion de Cycle du Projet et approche de Gestion Axée Résultats ».

Participants au stage méthodologique en conception de projets pour le développement durable, l’adaptation et l’atténuation aux changements climatiques

Session 2017 (8 mai – 8 juillet) :

DINORD Dinel, animateur de terrain, Projet Gadel Haïti (financé par l’AWAC)

Projet de stage : Renforcement de la filière de gestion des déchets en Haïti

Session 2018 (23 avril - 13 juillet 2018) :

JOSEPH Efrène, Conseiller en GRN à l’Adm. Communale des Verrettes

Projet de stage : Gestion bassin versant

MONT FLEURY Prévilmont, Responsable du Bureau agricole communal (BAC) de Verrettes, Organisme de Développement de la Vallée de l’Artibonite (OVDA)

Projet de stage : De l’insalubrité à un environnement sain : Quelle stratégie locale de gestion de déchets pour la ville des Verrettes

Annexe 6

PROGRAMME DE TRAVAIL 2018-2023

1. PROGRAMME SPECIFIQUE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE VISANT L'AUTO-EMPLOI

- 1.1. Appui au Programme d'Appui à la Création d'Emplois et de Revenus Durables (PACERD)**
- 1.2. Création d'une chaîne d'incubation menant à la création de microentreprises à l'issue des formations professionnelles en Haïti**
- 1.3. Renforcement de la qualité de la formation professionnelle en Haïti dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie**
- 1.4. Programme de formation de formateurs en soudure en Haïti**

**PROGRAMME SPECIFIQUE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE VISANT
L'AUTO-EMPLOI**

**1.1. Appui au Programme d'Appui à la Création d'Emplois et de Revenus
Durables (PACERD)**

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- Association pour la Promotion de
l'Education et de la Formation à l'Etranger
(APEFE)

Coordonnateur Haïti :

- Ministère de l'Education Nationale et de la
Formation Professionnelle (MENFP)

Opérateur Haïti :

- Institut National de Formation
Professionnelle (INFP)

Contexte :

La proposition s'inscrit dans le contexte actuel de la formation professionnelle (FP) en Haïti, dont les caractéristiques d'entrées sont les suivantes :

- La FP pâtit d'une mauvaise réputation sociale au sein de la société et il y a chaque année toujours moins d'inscriptions dans les Centres de Formation Professionnelle (CFP) ;
- Il existe un sous financement de l'Etat dans ce secteur. Des près de 1000 CFP que compte le pays, seuls une vingtaine dépendent de l'Etat. Près de 80% fonctionnent dans l'informalité sans la moindre accréditation de l'INFP;
- Les formations étant toutes payantes, les populations vulnérables n'y ont pas accès ;
- La plupart des CFP publics ou privés disposent d'équipement insuffisant ou obsolète ;
- La formation pédagogique de nombres d'instructeurs laisse à désirer ;
- Les formations proposées dans les CFP ne correspondent pas souvent aux demandes du marché et sont cantonnées dans des secteurs traditionnels.

Afin de contribuer à l'amélioration de cette situation, l'APEFE travaille depuis les années 2000 et, depuis 2017, elle appuie le PACERD (Programme d'Appui à la Création d'Emplois et de Revenus Durables) qui vise d'une part à renforcer 17 CFP et, d'autre part, organise sous l'égide de l'INFP un programme de Formation mobile dont la flexibilité permet de répondre n'importe où et n'importe quand à n'importe quel besoin identifié.

Objectifs généraux :

- Améliorer les conditions de vie des jeunes vulnérables par l'accès à des revenus issus du fruit de leurs activités professionnelles ;
- Contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités par la recherche d'une éducation inclusive de qualité.

Objectifs spécifiques/opérationnels :

OS1. Permettre aux jeunes les plus vulnérables et, en particulier les jeunes filles, l'accès à une formation dans un Centre de Formation Professionnelle.

Changement final : Les jeunes vulnérables bénéficient d'un revenu durable car ils ont eu accès à une formation dans un Centre de Formation Professionnelle.

Indicateurs : Fin 2021, au moins 1000 jeunes ont pu accéder à une formation professionnelle grâce à une bourse d'études.

OS2. Permettre aux jeunes issus de la formation mobile de lancer une initiative entrepreneuriale qui leur génère un revenu durable.

Changement final : Les jeunes issus de la formation mobile vivent du métier qu'ils ont appris grâce au dispositif de démarrage et de suivi mis en œuvre par le programme.

Indicateurs : Fin 2021, 75% des jeunes ayant bénéficiés d'un appui au démarrage et d'un suivi exerce une activité qui leur génère un revenu durable.

OS3. Permettre à des jeunes vulnérables de se former à un nouveau métier via la formation mobile qui leur permettra de générer des revenus durables.

Changement final : Les jeunes issus de nouvelles formations mobiles porteuses génèrent des revenus durables.

Indicateurs : Fin 2021, 500 jeunes vulnérables ont été formés dans de nouvelles filières porteuses et 75% d'entre eux ont accès à des revenus durables.

Résultats attendus au terme du programme de travail

OS1-R1. Des bourses d'études complètes ou partielles ont été attribuées à des jeunes vulnérables et, en particulier, des jeunes filles/femmes et filles mères pour leurs études au sein d'un CFP.

Changement intermédiaire : Des jeunes vulnérables et, en particulier, des jeunes filles/femmes et des filles mères apprennent un métier dans un CFP grâce à l'attribution d'une bourse, sans laquelle ils ne pourraient mener à bien ces études.

Indicateurs :

- 60 cadres de l'INFP et des CFP partenaires mettent en œuvre une politique d'attribution de bourses favorisant l'accès aux plus vulnérables ;
- 250 jeunes par an bénéficient d'une bourse d'étude et sont suivis par le programme.

OS2-R2. Des kits de démarrage sont attribués à des jeunes vulnérables et, en particulier, des jeunes filles/femmes et filles mères issus des formations mobiles afin de leur permettre de lancer une initiative entrepreneuriale qui leur donne accès à un revenu durable.

Changement intermédiaire : Des jeunes vulnérables, dont le projet est approuvé et suivi par le PACERD, lancent des initiatives entrepreneuriales grâce à l'appui d'un kit de démarrage et génèrent des revenus durables.

Indicateurs :

- Fin septembre 2018, un dispositif de suivi des jeunes en formation mobile est mis au point afin de pouvoir évaluer la qualité du projet des jeunes et définir le dispositif d'accompagnement qui leur sera indispensable (kit de démarrage).
- Fin 2021, 20 formateurs sensibilisés à l'entrepreneuriat motivent les jeunes en formation afin qu'ils élaborent une initiative entrepreneuriale.
- Fin 2021, 100% des jeunes dont le projet personnel ou groupal a été approuvé et suivi par le PACERD bénéficie d'un kit de démarrage adapté aux besoins identifiés et validés.
- Fin 2021, 75% des jeunes ayant bénéficié d'un kit de démarrage génèrent des revenus durables.

OS3-R3. De nouvelles filières porteuses de formation mobile ont été identifiées et mises en œuvre.

Changement intermédiaire : Des jeunes vulnérables ont bénéficié de formations porteuses dans de nouvelles filières et génèrent des revenus durables.

Indicateurs :

- Une recherche prenant en compte l'innovation, la situation contextuelle et les possibilités de génération de revenus a été menée afin d'identifier de nouvelles filières porteuses
- Fin 2021, 4 formateurs ont renforcé leurs compétences professionnelles afin de participer à la construction de nouvelles filières.

Durée du projet : 4 ans

Moyens :

A charge de WB :

En 2018-2019-2020-2021. :

Octroi de bourses

Frais de fonctionnement des formations mobiles

Achat de kit de démarrage

Type de projet :

Mise en continuité d'un projet de la précédente CMP

**PROGRAMME SPECIFIQUE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE VISANT
L'AUTO-EMPLOI**

**1.2. Création d'une chaîne d'incubation menant à la création de
microentreprises à l'issue des formations professionnelles en Haïti**

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- Groupe One asbl

Coordonnateur Haïti :

- Ministère de l'Education Nationale et de la
Formation Professionnelle (MENFP)

Opérateur Haïti :

- Institut National de la Formation
Professionnelle (INFP)
- Bureau de l'Association pour la Promotion
de l'Education et de la Formation à
l'Etranger (APEFE)

Contexte :

Dans le cadre du Programme d'Appui à la Création d'Emplois et de Revenus Durables (PACERD), plusieurs activités liées à la formation professionnelle ont été initiées par l'INFP, l'APEFE et le MENFP, et soutenues par la coopération belge et WBI. De manière à accentuer la sensibilisation, la formation et l'accompagnement à l'entrepreneuriat (activités génératrices de revenus), Groupe One, l'INFP et l'APEFE souhaitent développer un projet durable et impactant. C'est dans ce sens que le présent projet a été élaboré conjointement par ces partenaires.

Cette proposition s'inscrit dans le transfert de méthodologie et le renforcement de capacités à destination des formateurs, accompagnateurs et opérateurs de l'insertion socio-professionnelle de l'INFP et de l'APEFE. Il entend répondre aux besoins exprimés de professionnalisation de ce secteur, au bénéfice des jeunes apprenants des Centres de Formation Professionnelle de l'INFP et du programme de formations techniques mobiles développé par l'APEFE.

Persuadé de l'intérêt du développement de stratégies permettant de soutenir les (micro) initiatives entrepreneuriales comme les activités génératrices de revenus (AGR) dans un contexte économique difficile et un accès au financement limité et risqué, les partenaires proposent un programme de travail ambitieux et impactant, reposant sur une logique de co-développement de programmes et dispositifs complémentaires au PACERD.

Objectifs généraux :

- Améliorer des compétences entrepreneuriales des jeunes apprenants haïtiens ;
- Augmenter le taux effectif de création d'activités génératrices de revenus de qualité à l'issue des formations APEFE et des Centres de Formation Professionnelle ;
- Améliorer les revenus et la qualité de vie des apprenants qui créent leur activité génératrice de revenus ;

- Contribuer à la création d'une économie locale plus dynamique, favorisant l'initiative économique dans des filières porteuses et durables, tout en promouvant un esprit collaboratif.

Objectifs spécifiques/opérationnels :

OS1. Sensibilisation à l'entrepreneuriat.

Changement final : Durant les formations techniques et mobiles, les apprenants sont sensibilisés à l'autocréation d'emploi et découvrent des exemples d'activités génératrices de revenus qui correspondent à leurs débouchés professionnels potentiels.

Indicateurs : Les apprenants se familiarisent avec l'entrepreneuriat : approximativement 600 apprenants par an (apprenants des CFP et des formations mobiles).

OS2. J'entreprends@.

Changement final : Durant leur formation technique, les apprenants découvrent l'entrepreneuriat et les notions essentielles de gestion d'entreprise par le biais du business game J'entreprends@.

Indicateurs : Les apprenants participent au jeu J'entreprends@ lors de leur formation technique : approximativement 600 apprenants par an.

OS3. Accompagnement d'activités génératrices de revenus.

Changement final : Des apprenants/diplômés démarrent leur trajectoire d'activités génératrices de revenus (AGR) à l'issue de la formation, sur base de l'accompagnement opéré par la COPP de l'APEFE.

Indicateurs : Des apprenants créent leur AGR : 30% des apprenants des CFP (soit 48 par an) et 50% des apprenants des formations mobiles (soit 220 par an).

OS4. Incubation : mécanismes et dispositifs innovants co-construits avec l'INFP.

Changement final : Les mécanismes et dispositifs innovants co-construits avec l'INFP (a) permettent l'incubation de diplômés dans les CFP, (b) fournissent des kits de démarrage facilitant le lancement de l'activité entrepreneuriale pour les diplômés des formations mobiles et (c) facilitent le financement du démarrage des activités entrepreneuriales dans une logique solidaire et responsabilisante.

Indicateurs :

- Des diplômés des CFP utilisent l'espace d'incubation : 10% des apprenants des CFP (soit 16 par an) ;

- 54 kits de démarrages sont octroyés aux diplômés des formations mobiles : 10% des apprenants dont le projet entrepreneurial est mature et/ou remarquable reçoivent ces kits ;

- Des mécanismes de financement sont constitués et permettent le financement solidaire des diplômés qui souhaitent lancer leur activité entrepreneuriale.

Résultats attendus au terme du programme de travail :

R1. Les formateurs et accompagnateurs sont sensibilisés et formés à l'entrepreneuriat.

Changement intermédiaire : Sensibilisation et initiation des formateurs à l'entrepreneuriat (groupe 6 formateurs CFP + 18 formateurs mobiles + 2 formateurs/accompagnateurs mobiles PACERD + référents INFP PACERD).

Indicateurs :

- 1 module de sensibilisation est développé ;
- 28 professionnels sont sensibilisés aux fondements de l'entrepreneuriat et aux exemples d'activités génératrices de revenus qui correspondent à leurs filières de formation ;
- 28 professionnels sont capables de donner le module de sensibilisation à leurs apprenants.

R2. Les formateurs techniques sont formés à la gestion d'entreprise, par le business game J'entreprends@.

Changement intermédiaire :

- Le business game « J'entreprends@ » est adapté au contexte et traduit en créole ;
- Formation de formateurs à J'entreprends@ (groupe 6 formateurs CFP + 18 formateurs mobiles + 2 formateurs/accompagnateurs PACERD + 2 référents INFP PACERD). Le groupe des 18 formateurs mobiles ont reçu une formation de base sur l'utilisation de l'outil, alors que le groupe des formateurs CFP ont reçu une formation extensive.

Les formateurs/accompagnateurs mobiles PACERD et INFP ont suivi les deux formations ;

- Les formations dispensées dans cadre de ce projet font l'objet d'une reconnaissance et certification, développés en partenariat avec l'INFP.

Indicateurs :

- 3 modules et 6 débriefings sont adaptés et traduits en créole ;
- 28 mallettes de jeu sont produites et distribuées ;
- 28 professionnels sont formés à l'utilisation du business game J'entreprends@ et l'intègrent effectivement dans leur programme d'activités ;
- Les formations sont certifiantes, des certificats sont remis aux participants.

R3. Les capacités des accompagnateurs à l'accompagnement d'activités génératrices de revenus sont renforcées.

Changement intermédiaire :

- Les accompagnateurs sont formés aux outils, méthodes et postures de l'accompagnement à la création d'entreprises (2 formateurs/accompagnateurs mobiles PACERD + 2 référents INFP PACERD) ;
- Les accompagnateurs sont suivis durant leur coaching de terrain.

Indicateurs :

- 4 accompagnateurs sont formés et outillés aux pratiques d'accompagnement à la création d'entreprise et au développement d'activités génératrices de revenus ;
- 20 suivis d'entretien sont effectués et débriefés avec les accompagnateurs.

R4. Incubation : des mécanismes et dispositifs innovants co-construits avec l'INFP pour favoriser le passage à l'acte entrepreneurial sont mis en œuvre.

Changement intermédiaire :

L'INFP, Groupe One et l'APEFE ont co-construit des mécanismes et dispositifs innovants et adaptés à la réalité des différentes localités, en matière (a) d'incubation de diplômés dans les CFP, (b) d'octroi de kits de démarrage facilitant le lancement de l'activité entrepreneuriale pour les diplômés des formations mobiles et (c) de financement solidaire du démarrage des activités entrepreneuriales.

Indicateurs :

- Les modèles d'incubation sont décrits et testés in situ ;
- 54 kits de démarrage sont décrits par type de filière, les modalités d'octroi sont documentées et mises en œuvre ;
- Des mécanismes de financement solidaire et responsabilisant sont testés et mis en œuvre.

Durée du projet : 5 ans

Moyens :

A charge de WB :

En 2018 :

Accueil en Wallonie

Frais de fonctionnement, organisation, ressources humaines

En 2019-2020-2021 et 2022 :

Missions en Haïti

Frais de fonctionnement, expertise, organisation et ressources humaines

En 2020-2021 et 2022 :

Octroi de kits de démarrage

Type de projet :

Nouveau projet

**PROGRAMME SPECIFIQUE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE VISANT
L'AUTO-EMPLOI**

**1.3. Renforcement de la qualité de la formation professionnelle en Haïti dans
le domaine du tourisme et de l'hôtellerie**

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- Liège Aide Haïti asbl

Opérateurs associés :

- Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme de la Ville de Liège

- Ecoles d'Hôtellerie Notre Dame de Heusy et de la Province de Namur

Coordonnateurs Haïti :

- Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle (MENFP)

- Institut National de Formation Professionnelle (INFP)

Opérateur Haïti :

- Ecole Hôtelière Marie Auxiliatrice (EHMA)

Contexte :

Le gouvernement haïtien a résolu de développer le tourisme en Haïti. En effet, le pays présente un important potentiel et pourrait utilement valoriser ses ressources naturelles, à l'exemple de la République Dominicaine, qui partage la même île. Le gouvernement a prévu divers investissements (routes, infrastructures d'accueil etc.). Cependant, le manque de personnel qualifié (accueil, hôtellerie, restauration, cuisine...) représente un frein important. L'Ecole Hôtelière Marie Auxiliatrice (EHMA) a ouvert ses portes à Port-au-Prince en 2012. L'objectif était de proposer une école technique supérieure de qualité, apte à assurer aux jeunes à faibles ressources (18-30 ans) une insertion professionnelle. Le secteur hôtellerie-restauration a été sélectionné en fonction des intérêts des jeunes du quartier mais aussi en raison du grand potentiel du secteur touristique en Haïti.

Un partenariat entre diverses écoles hôtelières belges, Liège aide Haïti et l'EHMA a été créé, offrant ainsi de magnifiques opportunités d'améliorer la qualité de la formation. L'expertise des écoles partenaires de Wallonie a permis et permettra encore aux professeurs et aux élèves de développer un savoir-faire répondant aux normes internationales.

Objectif général :

Contribuer de manière durable au développement d'Haïti en améliorant la qualité de la formation hôtelière locale.

Objectifs spécifiques/opérationnels :

OS1. Amélioration de la qualité de la formation dispensée aux élèves de l'EHMA et dans les autres écoles haïtiennes : formation des professeurs et renforcement des programmes de cours.

OS2. Diversification des filières de formation : développement par l'EHMA ou par les autres écoles de nouvelles filières ou spécialisations : transformation de produits locaux, amélioration de leur visibilité, de leur distribution sur le marché local, démarches administratives visant leur exportation.

OS3. Renforcement de l'insertion professionnelle des élèves de l'EHMA : d'une part par la formation de qualité qui leur est dispensée grâce à nos interventions et d'autre part par l'accompagnement dans la réalisation de CV et dans la prise de contact avec des potentiels employeurs locaux.

Résultats attendus au terme du programme de travail :

OS1. - Amélioration de la qualité de la formation dispensée aux élèves de l'EHMA par la formation renforcée de ses professeurs et l'amélioration des programmes de cours.

R1.1 : 150 professeurs haïtiens ont amélioré leurs compétences grâce à des formations réalisées annuellement en Haïti par des professeurs des Ecoles d'Hôtellerie belges partenaires.

Source de vérification : Rapports de mission des professeurs belges et rapports de suivi des professeurs haïtiens réalisés par la direction de l'EHMA.

R1.2 : Au moins 5 professeurs haïtiens ont pu développer leurs savoir-faire en réalisant un stage de spécialisation en Belgique.

Source de vérification : Rapports de stage des professeurs de l'EHMA, rapports de suivi des professeurs belges.

R1.3 : Les programmes de formation de l'EHMA et des centres annexes ont été améliorés et validés par l'INFP et les Centres belges partenaires.

Source de vérification : Programmes de cours de l'EHMA et des centres annexes.

R1.4 : 90% des entreprises dans lesquelles les élèves ont réalisé leur stage de fin d'année se disent satisfaites ou très satisfaites de la qualité des stagiaires de l'EHMA.

Source de vérification : Certificat et lettre d'évaluations de fin de stage délivré par ces entreprises.

OS2. - Diversification des filières de formation : développement par l'EHMA ou par ses centres annexes de nouvelles filières ou spécialisations : transformation de produits locaux, meilleure visibilité et distribution sur le marché local, démarches administratives afin d'obtenir un permis d'exportation sur le marché américain et français, très demandeurs de ces produits.

R2 : Les produits issus de l'EHMA sont présents dans les différents supermarchés du pays, dans les lieux touristiques et les boutiques des hôtels, dans des corners shops des aéroports du pays.

Source de vérification : Carnets de commande de l'Ecole.

OS3. - Renforcement de l'insertion professionnelle des élèves sortant de l'EHMA.

R3.1 : Six mois après avoir décroché leur diplôme, les élèves de l'EHMA présentent un taux d'insertion professionnelle de 85.

Source de vérification : Répertoire de suivi des anciens élèves de l'EHMA.

R3.2 : 40 élèves de deuxième année de l'EHMA ont effectué un stage professionnel en Belgique.

Source de vérification : rapports de stage des élèves de l'EHMA.

Durée du projet : 5 ans

Moyens :

A charge de WB :

En 2018-2019-2020-2021 et 2022 :

4 missions en Haïti de formateurs par an

Type de projet :

Mise en continuité d'un projet de la précédente CMP

**PROGRAMME SPECIFIQUE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE VISANT
L'AUTO-EMPLOI**

1.4. Programme de formation de formateurs en soudure en Haïti

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- Centre d'orientation et de Formation, asbl (COF)

Coordonnateur Haïti :

- Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)

Opérateur Haïti :

- Institut National de la Formation Professionnelle (INFP)

Contexte :

Le projet s'inscrit dans un contexte de besoins à court et moyen termes de formation et rencontre les attentes de secteurs économiquement influents. Il veut ainsi contribuer à un certain développement économique et professionnel tant dans la capitale qu'ailleurs. Les stages de fin de formation permettront d'établir des partenariats avec les entreprises régionales. L'apport aura des impacts au niveau de la construction, de la construction métallique, des problèmes de logements. Ces formations apporteront aussi une réflexion et des outils à l'autocréation d'activités professionnelles.

Objectif général :

Promouvoir la création d'emplois par le développement et l'application d'un programme de formation professionnalisante dans le domaine de la soudure en Haïti

Objectifs spécifiques/opérationnels :

Former une main d'œuvre qualifiée, dans le domaine de la soudure et de l'aménagement d'espace de vie, capable de prendre part au développement d'une activité économique nouvelle ou existante.

Résultats attendus au terme du programme de travail:

Le transfert des connaissances techniques et andragogiques aux 6 formateurs haïtiens recrutés.

Afin de garantir le plein accès de chaque demandeur aux outils, le module de formation sera limité à 8 demandeurs d'emploi. Ainsi, l'action touchera :

- 24 demandeurs d'emploi par année
- 120 demandeurs d'emploi sur l'ensemble du projet

Durée du projet : 5 ans

Moyens :

A charge de WB :

En 2018 :

Accueil en Wallonie

Frais d'organisation des formations

En 2019-2020-2021-2022-2023 :

Missions en Haïti

Frais d'organisation des formations

Consommables soudure

Matériel didactique

Type de projet :

Nouveau projet

2. PROGRAMME SPECIFIQUE EAU/ENERGIE

- 2.1. Appui technique et scientifique à l'amélioration du potentiel hydro-électrique en Haïti**
- 2.2. Appui et promotion de la GIRE dans le bassin versant de Rivière Moustique**

PROGRAMME SPECIFIQUE EAU/ENERGIE

2.1. Appui technique et scientifique à l'amélioration du potentiel hydro-électrique en Haïti

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateurs WB :

- Service public de Wallonie (SPW)
 - Direction générale opérationnelle mobilité et voies hydrauliques (DG02)
- Université Catholique de Louvain-la-Neuve (UCL)
 - Génie civil et environnemental de l'Ecole polytechnique

Coordonnateur Haïti :

- Ministère des Travaux publics, Transports et Communications (MTPTC)

Opérateurs Haïti :

- Direction de l'Electricité d'Haïti (EDH)
- Université d'Etat d'Haïti (UEH)
 - Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire (FAMV)
 - Faculté des Sciences (FDS)

Contexte :

La Présidence haïtienne a exprimé son objectif ambitieux de garantir la distribution électrique dans le pays 24h/24 d'ici 2022. Actuellement, seuls environ 30% des besoins sont couverts, principalement à l'aide de matières fossiles (réclamant l'importation très onéreuse de pétrole). Or le potentiel d'énergies renouvelables est important en Haïti.

Parmi ces énergies et grâce aux précipitations abondantes, l'hydro-électricité représente déjà une part non négligeable des sources de production. Mais cette dernière doit être mieux valorisée, optimisée et fiabilisée, que ce soit pour une distribution électrique à l'échelle nationale ou à l'échelle locale.

Ainsi les centrales hydroélectriques actuelles, dont la principale à PELIGRE, alimentant en grande partie Port-au-Prince, sont fragiles. La perte de production est très importante, notamment dû à la sédimentation dans le réservoir. De plus, la puissance disponible de plusieurs unités de production est très inférieure à la puissance nominale suite, principalement, à des problèmes techniques, probablement liés en grande partie à un manque d'entretien.

De plus, de nombreux petits cours d'eau à forte pente qu'on retrouve en zones rurales présentent un intérêt pour des installations de basse puissance. Le potentiel hydro-électrique pour une distribution à l'échelle locale est donc sous-exploité.

Enfin, l'absence de gestion intégrée des ressources en eau à l'échelle des bassins versants est inexistante. Cela peut entraîner un déséquilibre entre les différents utilisateurs : agriculture, énergie, protection des inondations. La Présidence haïtienne a également fait part de sa volonté d'améliorer cette gestion de l'eau pour tous les usages.

Objectifs généraux :

- Optimisation et fiabilisation de la production hydro-électrique moyenne et basse puissance, y compris la sécurisation de barrages-réservoirs ;
- Développement d'une gestion intégrée multi-usage de l'eau sur le bassin de l'Artibonite

- pour l'agriculture, l'énergie, le tourisme ;
- Développement d'un projet concret d'une centrale basse puissance à objectif rural, suivant une méthodologie qui pourra être appliquée à d'autres sites pertinents.

Objectifs spécifiques/opérationnels :

OS1 : Augmentation de puissance disponible et de la production hydroélectrique (kWh) des centrales existantes ;

OS2 : Appropriation des outils de production par l'exploitant (procédures, formation, stages);

OS3 : Pérennisation des centrales (kWh maintenus) et des barrages supportant les centrales ;

OS4 : Amélioration des ressources agricoles via une meilleure gestion de l'eau ;

OS5 : Protection face aux crues ;

OS6 : Augmentation du nombre d'habitants bénéficiant de l'électricité en zones rurales par l'implémentation d'une micro-centrale adaptée (vis hydrodynamique probablement), permettant en outre la création d'une vitrine technologique orientée vers ces zones actuellement peu desservies.

Résultats attendus au terme du programme de travail :

R1 : Augmentation de la production hydroélectrique :

- Augmentation de la puissance disponible des centrales par rapport à la puissance installée et diminution du nombre de pannes ;
- Meilleure distribution électrique sur le territoire : nombre d'heures d'accès au réseau, réduction des ressources alternatives locales (groupes électrogènes, etc) ;

R2 : Appropriation des outils de production par l'exploitant (procédures, formation, stages) :

- Moins de dépendance d'EDH aux prestataires externes (réduction des coûts de maintenance) ;
- Amélioration de l'expertise interne d'EDH, meilleur suivi des outils de production et aide à la transmission du savoir-faire ;
- Disponibilité des centrales ;

R3.1 : Pérennisation des centrales (kWh maintenus) :

- Conservation du potentiel existant et de la production pour Port-au-Prince ;
- Réduction des coûts d'exploitation ;

R3.2 : Amélioration du niveau de sécurité du barrage-réservoir de PELIGRE :

- Maîtrise du processus d'inspection, de surveillance et de monitoring ;
- Gestion de la sécurité via la création d'un plan interne d'urgence ;

R4 : Amélioration des ressources agricoles via une meilleure gestion de l'eau ;

- Distribution d'eau optimisée en fonction des conditions climatiques ;
- Augmentation des surfaces exploitables et de la rentabilité ;

R5 : Protection face aux crues :

- Protection des personnes et structures en aval des ouvrages de retenue sur l'Artibonite ;
- Réduction des impacts sur les zones agricoles ;

R6 : Vitrine technologique (vis hydrodynamique) :

- Alimentation électrique h24 pour 30.000 habitants (estimation) en zone rurale ;
- Modèle répliquable sur d'autres cours d'eau pour une distribution locale à moindre coût ;
- Appropriation de l'outil par les habitants.

R7 : Amélioration de l'expertise et de la formation scientifique au sein d'UEH ;

Durée du projet : 5 ans

Moyens :

A charge de WB :

En 2018

Accueils en Wallonie 2x2 mensualités de stage professionnel
 Frais de coordination et missions du coordinateur
 Missions locales
 Equipement

En 2019-2020-2021-2022 :

Missions en Haïti experts DG02
 Accueils en Wallonie 2X2 mensualités de stage professionnel/an
 Frais de coordination et missions du coordinateur
 Missions locales
 Equipement

En 2023 :

Missions en Haïti experts DG02

Type de projet :

Nouveau projet

PROGRAMME SPECIFIQUE EAU/ENERGIE

2.2. Appui et promotion de la GIRE dans le bassin versant de Rivière Moustique

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateurs WB :

- Université de Liège (Ulg) - Département Sciences et Gestion de l'Environnement
- Service Public de Wallonie (SPW)
 - Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement
 - Département de l'Environnement et de l'Eau (DG03)

Coordonnateurs Haïti :

- Ministère des Travaux publics, Transports et Communications (MTPTC)
 - Direction Nationale de l'Eau Potable et d'Assainissement (DINEPA)
- Ministère de l'Environnement
- Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
 - Cellule Gestion des Bassins Versants et Ressources en Eau (GBVRE) du Conseil Interministériel de l'Aménagement du Territoire (CIAT)

Opérateur Haïti :

- Université de Quisqueya - Faculté des Sciences, de Génie et d'Architecture

Contexte :

L'Etat haïtien pose le bassin versant comme unité de base pour l'analyse et l'orientation de l'action en matière d'aménagement et de développement local. Il doit assurer une gestion intégrée durable des ressources hydriques qui garantisse leur pérennité, leur qualité, l'accès de la population à leurs bienfaits ainsi que la prévention des risques qui leur sont liés du fait de phénomènes naturels ou d'activités anthropiques. Un des défis à relever en Haïti est la protection des bassins versants. Le pays a bien compris qu'on ne pouvait vivre décemment dans un environnement dégradé et que celui-ci procure à travers les services écosystémiques rendus, des réponses aux besoins des populations. L'objectif de l'intervention est d'apporter une expertise en matière d'appui institutionnel et de renforcement de capacités au profit des gestionnaires de la ressource en eau pour une gestion durable, une protection et une valorisation de cette ressource. Cette expertise vise à améliorer les conditions de vie des populations, notamment dans les bassins versants sélectionnés où des actions de terrain seront mises en œuvre, pour une meilleure utilisation et gestion des ressources en eau tant pour l'agriculture et la consommation humaine que pour ses autres usages et fonctions.

Objectif général :

Contribuer à l'amélioration de la politique nationale à travers la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans le bassin versant de Rivière Moustique et l'adaptation de la

méthodologie existante en stimulant l'auto-participation des acteurs

Objectifs spécifiques/opérationnels :

OS1. Renforcer les principaux acteurs de la GIRE dans leurs connaissances des ressources naturelles et leurs usage(r)s.

OS2. Améliorer les pratiques hydro-agricoles à travers la mise en place d'une structure de conseil.

OS3. Renforcer les principaux acteurs de la GIRE dans leur gestion des ressources naturelles.

OS4. Dresser un cadre qui servira pour l'élaboration d'une politique nationale en matière de GIRE.

Résultats attendus au terme du programme de travail :

R1. Les connaissances en appui à un diagnostic de la situation du bassin versant sont améliorées.

R2. Les pratiques hydro-agricoles ont été améliorées et une structure de conseil mise en place.

R3. Le modèle du BVRM est amélioré à travers l'étude et comparaison des différents modèles de GIRE.

R4. Une communication environnementale à l'échelle nationale est mise en place basée sur les expériences locale.

Durée du projet : 5 ans

Moyens :

A charge de WB :

En 2018- 2019-2020-2021-2022-2023 :

Missions en Haïti
Frais de coordination
Frais de ressources humaines
Frais d'organisation locale
Consommables
Frais de communication
Frais administratif

En 2018-2019-2020-2021 :

Bourses locales

En 2019 :

Réalisation d'images satellites

De 2018 à 2023

1 bourse cotutelle par an

En 2019 et en 2021 :

Bourses : 1 X 2 mensualités de stage professionnel/an

Type de projet

Nouveau projet

3. PROGRAMME EDUCATION

3.1. Education critique aux médias

3.2. Promotion de la santé à l'école pour une éducation de qualité en Haïti

PROGRAMME SPECIFIQUE EDUCATION

3.1. Education critique aux médias

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- Université de Mons (UMONS)

Coordonnateur Haïti :

- Université d'Etat d'Haïti (UEH)

Opérateur Haïti :

- Faculté des Sciences humaines de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH)
- Département Communication (FASH)

Contexte :

L'éducation aux médias est de plus en plus un élément stratégique des démocraties dans le monde. En effet, les médias jouent un rôle déterminant dans l'éducation des populations et d'autant plus que celles-ci ont un faible niveau scolaire. Mais on sait aussi que les médias et les médias sociaux jouent un rôle essentiel au niveau des élections et, partant, au niveau du maintien de la démocratie. L'influence de plus en plus importante des *fake news* n'est que la partie visible de l'iceberg. Dans ces conditions, il est particulièrement risqué de laisser les journalistes et les populations sans une réelle formation à la communication médiatique. Or, la plupart des formations, réservée souvent aux professionnels, se concentrent sur des aspects pratiques : comment rédiger un article, réaliser un reportage de qualité, etc. Le développement des médias sociaux et la recrudescence des médias complotistes imposent de développer un véritable rapport critique aux informations. C'est cet aspect qui est proposé dans ce projet en complément aux formations déjà données à l'Université d'Etat d'Haïti.

Objectif général :

Contribuer à la qualité de l'information en Haïti à long terme.

Objectifs spécifiques/opérationnels :

Former les enseignants du département de communication et les spécialistes de la communication à l'analyse critique des discours médiatiques et à la capacité de communiquer de manière objective et éthique.

Résultats attendus au terme du programme de travail 2019-2023 :

Pour la formation en Haïti, en ce qui concerne l'analyse critique des discours médiatiques, il est attendu :

- Pour les techniques de manipulation, que les étudiants formés soient capables à la fois de repérer les principales stratégies de raisonnement dans les discours médiatiques, mais aussi d'en mesurer les enjeux politiques, économiques et éthiques. En corollaire, il doivent

pouvoir communiquer eux-mêmes à la fois sans recourir à ces stratagèmes et en les dénonçant aux yeux de leur public.

- Pour la maîtrise du raisonnement et de l'argumentation, que les étudiants formés soient à même de repérer les erreurs courantes de raisonnement, de parvenir à les dénoncer et à les déjouer au cours d'une argumentation orale et écrite.

- Quant aux enseignants du département de communication de l'UEH, après deux années de formation, ils devraient être capables, en plus, de diriger les séances d'exercices, d'abord avec l'aide d'un assistant de l'UMONS, puis seuls.

Pour la formation en Belgique, en plus de ces objectifs, il est attendu que l'étudiant connaisse plusieurs techniques de dissimulation et comprenne les enjeux de ce type d'écriture. Il sera capable de repérer des signes d'ambiguïté et de double discours. Il pourra émettre plusieurs hypothèses sur le sens de ces pratiques de dissimulation. Il pourra analyser ces manières de faire sans projeter ses propres idées sur un texte utilisant de pareilles stratégies.

Durée du projet : 5 ans

Moyens :

A charge de WB :

En 2019-2020-2021-2022-2023 :

Missions en Haïti

Frais ressources humaines

En 2019- 2020-2021 :

1x3 mensualités de stage professionnelle/ an

En 2022- 2023 :

1 bourse de spécialisation/an

Type de projet :

Nouveau projet

PROGRAMME SPECIFIQUE EDUCATION

3.2. Promotion de la santé à l'école pour une éducation de qualité en Haïti

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- Réseau Education et Solidarité (RES), asbl

Opérateurs associés WB :

- SOLIDARIS mutualité
- Laïcité et Humanisme en Afrique Centrale (LHAC)

Coordonnateur Haïti :

- Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)

Opérateur Haïti :

- Centre d'Entrainement aux Méthodes Actives - Haïti (CEMEA-HAITI)

Opérateurs associés Haïti :

- Plusieurs, dont la Direction de la Formation et du Perfectionnement, Direction de la santé scolaire, Institut Universitaire des Sciences de l'Education

Contexte :

Depuis plusieurs années, il existe en Haïti une volonté de mettre en place des politiques de santé scolaire afin d'améliorer les conditions d'apprentissage et d'enseignement. Plusieurs documents institutionnels orientent les actions de promotion de la santé à l'école comme le Cadre de référence de la santé scolaire, le Plan stratégique national santé jeunes et adolescents 2014-2017, la Ligne directrice pour la promotion de l'hygiène en milieu scolaire et l'instauration des clubs santé au sein des établissements.

A Port-au-Prince, 6 établissements publics (4 écoles municipales et deux lycées regroupant 9000 élèves et environ 460 personnels) et des membres de la communauté éducative (CEPAP) ont lancé en 2016 et 2017 des initiatives de promotion de la santé et du bien-être à l'école dans le cadre d'un programme franco-haïtien pour l'amélioration de la qualité de l'éducation (PROCEDH) qui s'est terminé en décembre 2017. Au cours de la phase II de ce programme (2014-2017), le RES a accompagné la création d'instances scolaires locales en charge de la programmation et du pilotage d'actions de promotion de la santé. Ces instances sont dénommées « Comités d'Education à la Santé, Citoyenneté et Protection Sociale » (CESCPS). Ces instances pilotes ont mené en 2016 et 2017 plusieurs activités au cours desquelles ont été identifiées des thématiques prioritaires telles que l'hygiène, le genre, l'éducation à la vie affective et sexuelle et le bien-être.

Aujourd'hui, ces instances sont toujours en place mais ont besoin d'un appui pour poursuivre leur structuration, faire monter en compétences leurs membres (élèves, enseignants, parents, directions et personnels de soutien) et poursuivre la mise en place de projets de promotion de la santé et du bien-être au sein de ces 6 établissements.

Objectif général :

Contribuer à la qualité de l'éducation par la promotion de la santé et du bien-être au sein des communautés éducatives en Haïti

Objectifs spécifiques/opérationnels :

OS1 - Renforcer sur 3 ans, la mise en place d'instances locales décisionnelles et participatives pluri acteurs sous la forme de comités d'éducation à la santé, citoyenneté et protection sociale (CESCPS) au sein d'établissements scolaires pilotes

OS2 - Sensibiliser et mobiliser le personnel enseignant des 6 établissements participants autour des enjeux de santé et bien-être au travail, et de protection sociale

OS3 - Contribuer à l'implantation d'un modèle de promotion de la santé et du bien-être auprès des communautés éducatives haïtiennes

Résultats attendus au terme du programme de travail:

R1.1 : Chaque CESCPS est instauré, mobilisé et fonctionnel au sein des 6 établissements participants.

R1 A1 : Organisation d'un forum ouvert rassemblant les membres des CESCPS et acteurs de la Communauté éducative de Port-au-Prince sur le modèle de ces instances (rôle, composition, fonctionnement, financement, pérennité, etc.) ;

R1 A2 : Formation de personnes référentes CESCPS en animation, intelligence collective, gestion de projet, éducation santé/protection sociale ;

R1 A3 : Organisation de réunions inter-CESCPS semestrielles.

R1.2 : Les CESCPS deviennent des acteurs de la promotion de la santé, de la citoyenneté et de la protection sociale, au sein des 6 établissements et auprès de la communauté.

R1.2 A1: Mise à disposition d'une personne référente au sein de chaque CESCPS afin d'assurer l'animation et la coordination ;

R1.2 A2 : Les CESCPS réalisent des diagnostics et élaborent des projets de promotion à la santé à destination des élèves et du personnel des établissements.

R1.3 : Les CESCPS ont élaboré une stratégie afin d'assurer la pérennité de leurs instances une fois le programme terminé.

R1.3 A1 : Recherche de partenariat et de financement avec des acteurs institutionnels, publics et privés ;

R1.2. A2 : Activités de communication et de valorisation des activités menées par les CESCPS.

R2.1 : 12 référents sont formés aux enjeux de santé au travail et à la protection sociale et deviennent des personnes ressources au sein de leur établissement.

R2 A1 : Organisation de formation en santé au travail, en protection sociale et en intelligence collective ;

R2 A2 : Participation aux réunions et activités menées au sein des CESCPS.

R2.2 : Chaque syndicat d'enseignants partenaire a un référent santé au travail et protection sociale au sein de son organisation.

R2 A2 : Réalisation d'une enquête sur la santé et le bien-être au travail/protection sociale auprès des enseignants des établissements participants et diffusion des résultats auprès de la communauté ;

R2 A3 : Organisation d'intervention des référents « santé, protection sociale, IC » lors des réunions/rassemblements syndicaux.

R3.1 : Le projet intègre une démarche de recherche-action/intervention qui accompagne l'implantation du modèle.

R3.1 A1 : Constitution d'un comité scientifique Europe-Haïti en charge du suivi du projet et composé de chercheurs, de professionnels et de bénéficiaires représentants ;

R3.1 A2 : Recrutement d'1 ou 2 étudiant(s) haïtien(s) de niveau master ou doctorat ;

R3.1 A3 : Réalisation de divers travaux d'étude sur le projet.

R3.2 : Des synergies innovantes entre les acteurs universitaires et les acteurs de terrains sont mises en place.

R3.2 A1 : Organisation d'évènements scientifiques internationaux autour des enjeux de la promotion de la santé et du bien-être de la communauté éducative en Haïti ;

R3.2 A2 : Développement de partenariats et de mobilité internationale universitaires.

Durée du projet : 3 ans

Moyens :

A charge de WB :

En 2018 :

Missions en Haïti
Accueil en Fédération Wallonie-Bruxelles
Frais de pilotage, organisation
Equipement

En 2019 :

Missions en Haïti
Accueil en Fédération Wallonie-Bruxelles
Frais de pilotage, organisation

En 2020 :

Missions en Haïti
Accueil en Fédération Wallonie-Bruxelles
Frais de pilotage, organisation

En 2021 :

Missions en Haïti
Frais de pilotage, organisation

Type de projet :

Nouveau projet

4. PROGRAMME CULTURE

- 4.1. Formation de cadres de bibliothèques publiques et mise en place d'un réseau de bibliothèques publiques à rayonnement départemental**
- 4.2. Urgence de Lire**
- 4.3. Programme pluridisciplinaire de formation aux outils de l'information médiatique**
- 4.4. Formation aux logiciels libres : typographie numérique (geste, langage, programme)**
- 4.5. Festival 4 Chemins : support à la création haïtienne dans le cadre d'un partenariat entre le Festival 4 Chemins et institutions de la FWB**
- 4.6. La Culture au cœur du développement de la ville du Cap Haïtien**
- 4.7. Relance du secteur Audiovisuel en Haïti par le film documentaire : favoriser l'insertion professionnelle et l'expression citoyenne de la jeunesse haïtienne par le développement et la structuration d'une filière intégrée du film documentaire de création**
- 4.8. Echanges culturels**

PROGRAMME SPECIFIQUE CULTURE – SECTEUR LIVRE/LITTERATURE

4.1. Formation de cadres de bibliothèques publiques et mise en place d'un réseau de bibliothèques publiques à rayonnement départemental

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles - Service de la lecture publique (SLP)

Coordonnateur Haïti :

- Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)

Opérateur Haïti:

- Direction Nationale du Livre (DNL)

Contexte :

L'accès à l'information et au savoir par le plus grand nombre, par l'intermédiaire des bibliothèques et centres de documentation publics, est un enjeu de premier plan, transversal à l'ensemble des politiques publiques nationales. Il repose fondamentalement sur la mise en place effective du programme national de développement de la lecture publique, préconisé par la DNL en 2015 et inscrit dans son « document de mise en œuvre de la politique publique du livre et de la lecture » (2015).

Le projet propose de mettre en place un réseau de lecture publique dit de premier cercle, constitué de 10 bibliothèques publiques situées dans les trois régions principales du pays (Nord, Centre et capitale, Sud), aptes à démultiplier à l'échelle de chaque département l'action de l'Etat en faveur de la lecture publique.

Dans cette perspective, la DNL s'attachera, en partenariat avec le SLP et autres partenaires, à la formation des personnels de bibliothèques qui auront à élaborer et à mettre en œuvre la structuration de bibliothèques publiques à rayonnement départemental.

Ce premier cycle de formation continuée se déroulera pour partie dans le cadre du centre de ressource des métiers du livre (création en cours par la DNL) comme lieu d'information, d'animation, de coordination et de formation à l'attention prioritaire des professionnels du livre, des enseignants et des étudiants chercheurs.

Le SLP, par le biais de l'élaboration conjointe et du pilotage de ce programme de formation, contribue activement à la mise en œuvre de la formation (objectifs, moyens et outils) d'un groupe-cible de cadres de bibliothèques et agents communaux impliqués dans la lecture publique.

Objectifs généraux :

- Reconnaissance des valeurs, du statut et des missions inhérents à une bibliothèque publique par les usagers potentiels des bibliothèques ;
- Des élèves, enseignants, parents, professionnels cultivés et mieux formés et aptes à s'insérer de façon satisfaisante dans leurs différents contextes personnels, professionnels et

sociaux ;

- Une réflexion et une concertation collective renforcée entre les structures publiques et privées dans le cadre de la décentralisation ;
- Une intégration réussie des services de la bibliothèque dans les démarches de résolution de problèmes individuels et collectifs ;
- Une capacité individuelle et collective à recréer du lien et de la convivialité dans la vie sociale et citoyenne.

Objectifs spécifiques/opérationnels :

- Les bénéficiaires finaux fréquentent de nouveau les bibliothèques et utilisent leurs services régulièrement, seuls ou en groupe ;
- Ils mettent en place de nouveaux usages dans un climat de dialogue et de partage ;
- Ils contribuent à l'amélioration des activités de la bibliothèque et à la promotion du livre et de la lecture.

Indicateurs :

- Nombre et répartition par tranche d'âge, catégorie socio-professionnelle des personnes fréquentant les bibliothèques à rayonnement départemental ;
- Assiduité de la fréquentation ;
- Utilisation des bibliothèques pour des réunions, conférences et animations se rapportant à la culture, à l'éducation, à la recherche et au savoir ;
- Nombre d'activités d'animation liées aux différents domaines de la connaissance au sein et à l'extérieur de la bibliothèque ;
- Création de nouvelles initiatives en faveur du livre et de la lecture publique au niveau départemental et communal.

Résultats attendus au terme du programme de travail :

- Des projets de lecture publique rédigés par les responsables et animateurs de bibliothèques sont validés par les mairies et les principaux partenaires publics et privés dans le cadre des comités de pilotage ;
- Une bibliothèque par département est désignée comme chef de file de la lecture publique au niveau départemental ;
- Les bibliothécaires-cadres sont capables d'accompagner leurs collègues dans leur démarche de projet de bibliothèque ainsi que dans leur pratique professionnelle ou à titre bénévole ;
- Les bibliothèques sont réorganisées et aptes à renouveler leurs services notamment sur le plan des collections documentaires, des nouveaux équipements informatiques et audiovisuels, ainsi que dans le domaine du conseil et de l'accompagnement des publics scolaires, des enseignants et des adultes ;
- Les principaux acteurs et partenaires de la lecture publique sont capables de coordonner leur action par le biais des services et actions d'information et de formation mises en place par le centre de ressources ;
- Le cadre légal et réglementaire d'un réseau public plus structuré et cohérent de la lecture publique est renforcé ;
- Une charte nationale des bibliothèques d'Haïti est adoptée par les parties prenantes ;
- Un ou des guides pratiques de bibliothèques sont réalisés.

Durée du projet : 2 ans (2018-2019)

Moyens :

A charge de WB :

En 2018:

Missions d'experts de Wallonie-Bruxelles en Haïti
Logistique, frais équipement, consommables, documents didactiques

En 2019. :

Missions d'experts de Wallonie-Bruxelles en Haïti
Logistique

Type de projet :

Nouveau projet

PROGRAMME SPECIFIQUE CULTURE – SECTEUR LIVRE/LITTERATURE

4.2. Urgence de Lire

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- Coopération Education Culture (CEC) ONG

Opérateurs associés :

- Editions Mémoire d'Encrier (Québec)

Coordonnateur Haïti :

- Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)

Opérateurs Haïti :

- Direction Nationale du Livre (DNL)
- Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL)
- Centre PEN Haïti

Contexte :

L'ONG Coopération Education Culture (CEC) a lancé avec la Direction Nationale du Livre (DNL) en Haïti et les Editions Mémoire d'Encrier, l'action « URGENCE DE LIRE » aux lendemains du séisme en 2011. Cette action a pour but d'alimenter une dynamique du livre et de la lecture dans des lieux où l'accès au livre reste extrêmement limité. Elle vise ainsi à renforcer la politique du livre définie par la DNL.

Le projet vise à rendre le livre accessible au plus grand nombre, et principalement aux jeunes. Cette action s'est développée sur la conviction des différents partenaires, qu'en Haïti, soutenir l'accès au livre, à la lecture et indirectement à l'écriture, est un acte citoyen. Faire lire en Haïti est un investissement sur le temps, la citoyenneté et le vivre-ensemble.

L'action menée auparavant a permis d'identifier les leviers qui doivent encore être activés pour qu'elle s'inscrive dans la durée et qu'elle soit portée par des associations de la société civile, des bibliothèques et/ou des centres scolaires qui mettent le livre et la lecture dans leurs priorités d'une action sociétale. Le projet propose de développer un réseau de renforcement de leurs activités.

Objectifs généraux :

- Donner un large accès au livre en Haïti, en faisant de chaque citoyen et de chaque citoyenne un lecteur ou une lectrice.
- Encourager le développement d'une dynamique culturelle durable autour du livre et de la lecture en Haïti.

Objectifs spécifiques/opérationnels :

OS1 : Chaque acteur susceptible de contribuer à une dynamique durable autour du livre et de la lecture (les écoles qui ont une bibliothèque fonctionnelle, les acteurs culturels, les animateurs culturels, les écrivains, le réseau des bibliothèques municipales, le réseau des bibliothèques du réseau FOKAL, le réseau des CLACS, la bibliothèque nationale, les éditeurs etc.) en Haïti est mobilisé.

OS2 : Les jeunes sont sensibilisés à la lecture, fréquentent les bibliothèques du réseau « URGENCE DE LIRE » et ont une meilleure connaissance des auteurs haïtiens, africains et caribéens en Haïti, livres proches de l’imaginaire et du vécu des haïtiens.

Indicateurs : Taux de fréquentation des bibliothèques, statistiques de lectures (choix des livres), nombre de participants aux animations, nombre d’utilisation des outils didactiques.

OS3 : Des échanges, rencontres, résidences avec des auteurs haïtiens et belges contribue à encourager un développement durable dans le domaine du livre et de la lecture en Haïti.

Indicateurs : Nombre de résidences organisées en Haïti et en Belgique, nombre d’évènements/ateliers/rencontres organisés, évaluation des écrivains.

Résultats attendus au terme du programme de travail 2018--2023:

OS1 : R1. Un réseau de bibliothèques « dynamiques » est identifié et renforcé dans le cadre de l’action.

Indicateurs : Nombre de bibliothèques identifiées par an, nombre de bibliothèques qui utilisent les outils et les interventions proposées, nombre d’animateurs et de gestionnaires de bibliothèques renforcés, nombre d’informations échangées via le site LITTAFCAR.

OS1 : R2. Des associations sont renforcées dans leurs actions autour du livre et de la lecture.

Indicateurs : Nombre d’associations identifiées, nombre de visite de bibliothèques organisées, nombre d’animations organisées, nombre d’outils utilisés.

OS1 : R3. Une partie importante de la population des zones couvertes par l’action est informée de son existence et des possibilités offertes à travers les bibliothèques.

Indicateurs : Nombre de « spots URGENCE DE LIRE » diffusés sur les télévisions locales.

OS2 : R1. Les jeunes se sentent soutenus dans leur volonté de lire et d’écrire.

Indicateurs : Fréquentation des bibliothèques par les jeunes, nombre de jeunes participants aux rencontres/échanges/ateliers organisés.

OS3 : RA : Des auteurs haïtiens et des auteurs belges se nourrissent des rencontres croisées de façon réciproque.

Indicateurs : Auteurs intéressés à participer à une résidence, implication des auteurs pour accueillir leur homologues belges ou haïtiens, publications issues des échanges et résidences.

Durée du projet : 5 ans

Moyens :

A charge de WB :

En 2018 :

Missions de coordination en Haïti
Achat de livres (3500), transport et distribution
Réalisation outils didactiques
Coordination en Wallonie-Bruxelles et en Haïti
Bourse : 1 mensualité de stage professionnel

En 2019-2020-2021-2022-2023/ par an :

Missions de coordination en Haïti
Achat de livres (3500), transport et distribution
Réalisation outils didactiques
Frais de collaboration avec associations-relais
Echanges, ateliers, rencontres avec auteurs
Coordination en Wallonie-Bruxelles et en Haïti
Bourse : 1 mensualité de stage professionnel

Type de projet :

Continuité et renforcement d'un projet initié en 2011

PROGRAMME SPECIFIQUE CULTURE - SECTEUR DES MEDIAS

4.3. Programme pluridisciplinaire de formation aux outils de l'information médiatique

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- Fondation Maps

Coordonnateur Haïti :

- Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)

Opérateur Haïti :

- Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL)

Contexte :

Les nombreux médias haïtiens manquent de moyens, leurs journalistes de formation de base et de moyens de production. Il n'existe pas de cursus de journalisme en tant que tel à l'Université d'Etat d'Haïti. La qualité de l'information est en général en deçà de ce que l'on pourrait attendre ; de nombreux pans de la société haïtienne restent insuffisamment ou mal documentés, particulièrement sur les enjeux sociaux. La production documentaire sur Haïti reste encore presque exclusivement le fait de producteurs étrangers. Une vision haïtienne sur la réalité d'Haïti et du monde manque dans les circuits internationaux de l'information.

La pratique et le statut de journalistes indépendants est aujourd'hui embryonnaire. Difficile de par le monde, l'économie de la production médiatique l'est peut-être plus encore en Haïti. Cependant, il existe une nouvelle génération qui entame des pratiques de production indépendante en photographie notamment par le collectif K2D (formé grâce au programme de la CMP précédente mené par Loïc Delvaux, Chiqui Garcia et Gaël Turine en collaboration étroite avec la FOKAL dans le cadre d'un programme d'éducation au média et presse écrite, notamment pour le marché local (événements, ONG, magazines touristiques, journaux), à l'image des collectifs de photographes qui se sont fondés un peu partout dans le monde ces dix dernières années, ce qui renforce l'ambition de MAPS de soutenir la création de la plateforme.

Objectifs généraux :

- Soutenir l'émergence et la visibilité de collaborations multidisciplinaires entre des photographes, journalistes et illustrateurs qui documentent la société haïtienne.
- Renforcer les compétences et la polyvalence des individus mais aussi leurs capacités à collaborer avec des professionnels opérant dans des domaines complémentaires (web, vidéo et radio) afin qu'ils puissent créer des contenus de qualité autant que des opportunités de revenus.
- Donner accès au grand public à de nouvelles formes (scrollitelling, diaporama sonore, petites œuvres multimedia,...) de contenus journalistiques. Leur diffusion par des médias

locaux permet d'impacter directement le lecteur/auditeur et d'alimenter ainsi le sens critique. Les outils internet, réseaux sociaux/applications, etc., permettent de partager ces contenus à valeurs sociétales au niveau national et international.

- Ces producteurs de contenus, issus des provinces, deviendront des acteurs de l'information et pourront répondre aux demandes émanant de médias et institutions locales et internationales.

Objectifs spécifiques/opérationnels :

- Maîtrise technique des différentes disciplines enseignées (chaque participant se concentrera sur les techniques inhérentes au support / mode narratif choisi dès le premier workshop. Le choix se fera sur base des compétences du participant et l'avis des formateurs.
- Définir un sujet et une intention, choisir d'un angle journalistique, mener les recherches pour trouver les sources appropriées, conduire une interview, réaliser un portrait, décrire une scène, portraiturer une personne ou un lieu, etc.
- Enrichissement des reportages par des productions sonores.
- Développement d'un sens narratif.
- Formulation du « pitch » du sujet.
- Capacité de sélectionner et le séquencer des contenus.
- Collaboration entre les différents supports et formes narratives.
- Développement de stratégies de diffusion « en ligne ».
- Contact avec les médias et présentation des contenus pour la diffusion.
- Estimation des coûts de production.
- Evaluation des processus de production avec recherche de solutions.

Résultats attendus au terme du programme de travail :

- Les étudiants pourront communiquer les expériences acquises durant les ateliers aux autres jeunes, amateurs et professionnels désireux de se professionnaliser dans ces matières. En plus de devenir des producteurs, ils deviennent des références en terme de qualité de contenu et de méthodes de productions. Leur engagement sociétal (au vu des sujets qu'ils traitent) peut susciter une mobilisation visant le changement social.
- Le regroupement en plateforme, augmentant leur visibilité, attirera l'attention du grand public et notamment de celles et ceux qui souhaiteraient s'engager dans ce type d'activités.
- Le regroupement en plateforme deviendrait un exemple de « mise en commun » des compétences, centres d'intérêts et d'expériences.
- Les membres du collectif K2D qui vont officier comme Assistants-Formateurs lors de chaque atelier pourront répercuter leurs expériences auprès de tout le collectif.
- Les médias partenaires locaux recevront un nouveau type de productions à diffuser, allant à la rencontre des attentes d'un certain public déjà habitué (via des sites internet des médias et les réseaux sociaux) à des modes narratifs appliqués par des médias étrangers mais traitant de sujets éloignés des réalités sociales haïtiennes.

- L'Audio Institute à Jacmel accueillera la formation et élargira son champs d'action à d'autres supports que le son. Des collaborations entre nos participants et des étudiants de l'Audio Institute permettront à ces derniers de découvrir l'univers du journalisme et aux collaborations multidisciplinaires.

Durée du projet : 3 à 5 ans

2018-2020 : Jacmel

2021-2023 : Cap Haïtien si évaluation positive du projet réalisé à Jacmel

Moyens :

A charge de WB :

En 2018 :

Missions formateurs en Haïti
Honoraires des formateurs
Frais d'organisation
Frais de gestion du projet

En 2019 :

Missions formateurs en Haïti
Honoraires des formateurs
Frais d'organisation
Frais de gestion du projet
Création Plateforme numérique

En 2020 :

Missions formateurs en Haïti
Honoraires des formateurs
Frais d'organisation
Frais de gestion du projet
Frais de production et promotion exposition
Bourses locales

En 2021 :

Missions formateurs en Haïti
Honoraires des formateurs
Frais d'organisation
Frais de gestion du projet

En 2022 :

Missions formateurs en Haïti

Honoraires des formateurs

Frais d'organisation

Frais de gestion du projet

Bourses locales

Frais de production et promotion exposition

Type de projet :

Nouveau projet

PROGRAMME SPECIFIQUE CULTURE - SECTEUR DES LOGICIELS

4.4. Formation aux logiciels libres : typographie numérique (geste, langage, programme)

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- ENSAV La Cambre
- ESA Le 75

Coordonnateur Haïti :

- Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)

Opérateur Haïti :

- Ecole Nationale des Arts (ENARTS)
- Le Centre d'Art contemporain

Contexte :

En continuité avec la dernière intervention menée, ce projet propose de développer des pratiques numériques de création en mettant l'accent sur trois aspects : dessin typographique, programmation et logiciels libres.

À la fois langage, dessin et logiciel, la typographie numérique cristallise un grand nombre de questions contemporaines de la création numérique. Elle permet de faire un lien direct avec la pratique omniprésente en Haïti du dessin de lettre, qui confère aux rues de Port-au-Prince une identité unique et qui est également source de revenus pour de nombreux étudiants en art. L'aspect programmatique du dessin de polices numériques permet de se confronter au plus près aux logiques numériques et de recréer le lien entre art et sciences. Le logiciel libre, par sa conception ouverte, favorise la compréhension des logiques numériques à l'œuvre. Il permet de composer ses propres outils pour ses besoins spécifiques et favorise ainsi une attitude active ainsi qu'une plus grande autonomie. Le logiciel libre engage également une dimension militante au sein d'un monde technologique régi par les multinationales de la communication et soumis aux Big data. Tant sur le plan politique qu'opérationnel, cette dimension prend un relief particulier au sein d'un contexte haïtien qui cherche en permanence les moyens de l'indépendance de son (re)développement et de son émancipation, au moins sur le plan régional.

Objectifs généraux :

- Favoriser le rapprochement arts, langues et sciences (dessin de lettre, dessin numérique, mathématiques et programmation) ;
- Créer des passerelles inter et intra-nationales entre les différentes disciplines et institutions en Belgique et en Haïti (art, lettres, sciences) ;
- Renforcer le soutien à l'enseignement artistique à rayonnement national en terme de résistance et d'indépendance ;
- Engager une relation critique avec la technologie (étude, détournement, réappropriation) ;
- Tester des pédagogies nouvelles plus horizontales, et favoriser des situations d'apprentissage qui placent les participants dans une démarche proactive ;
- Outiller et favoriser l'autonomie (débrouille numérique et moindre dépendance à

l'industrie du logiciel) ;

- Renforcer les échanges de pratiques autour du thème des logiciels libres afin de développer un véritable échange d'expertises dans ce domaine avec l'ensemble des participants au projet.

Objectifs spécifiques/opérationnels :

- Mémoire et transmission des pratiques de lettrage en Haïti ;
- Acquisition de savoirs pratiques et professionnalisant : conception de typographies, graphisme, outils logiciels libres et programmation ;
- Connecter des pratiques a priori distantes (dessin et programmation) et permettre une polyvalence/multidisciplinarité ;
- Tester des pédagogies nouvelles (programmation en créole), situations d'apprentissage.

Résultats attendus au terme du programme de travail :

- Création d'un inventaire des pratiques de lettrage en Haïti ;
- Création de typographies numériques et de publications connectées à ces pratiques ;
- Création d'une base de connaissance en ligne permettant de transmettre les savoirs développés, sur le plan de la création mais aussi de la pédagogie.

Durée du projet : 5 ans

Moyens :

A charge de WB :

En 2018 :

Missions en Haïti

En 2019:

Missions en Haïti

Rapport d'expertise

Logistique

Achat matériel

Frais organisation ateliers

En 2020 :

Accueils en Fédération Wallonie-Bruxelles

Dossier pédagogique

En 2021 :

Missions en Haïti
Frais d'organisation ateliers
Rapport d'expertise
Logistique
Achat matériel

En 2022 :

Accueils en Fédération Wallonie-Bruxelles
Dossier pédagogique

En 2023 :

Missions en Haïti
Frais d'organisation ateliers
Rapport d'expertise
Logistique
Achat matériel
Frais publication

Type de projet :

Continuité d'un projet de la précédente CMP

PROGRAMME SPECIFIQUE CULTURE – SECTEUR THEATRE

4.5. Festival 4 Chemins : support à la création haïtienne dans le cadre d'un partenariat entre le Festival 4 Chemins et institutions de la FWB

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- Théâtre de Liège (TL)

Coordonnateur Haïti :

- Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)

Opérateur Haïti :

- Association 4 Chemins (A4C)

Contexte :

Le Festival 4 Chemins (F4C), rencontre artistique incontournable de Port-au-Prince depuis 15 ans, accueille des artistes de Wallonie-Bruxelles depuis sa première édition, en 2003. Les échanges avec le Théâtre de Liège (TL) et le Conservatoire Royal de Liège (CRL) sont multiples : accueil de spectacles au Festival 4 Chemins (en 2016 est joué au F4C « Un arc-en-ciel pour l'occident chrétien » coproduit par le TL et le CRL), accueil de spectacle du F4C par le Théâtre de Liège (2018), accueil par le CRL de jeunes comédiens.

L'association 4 Chemins (A4C) s'est attachée à ouvrir le festival sur l'international, innover, développer les arts vivants en Haïti sur toute l'année.

L'A4C doit continuer à se renforcer pour soutenir la création haïtienne, être un lieu d'échanges artistiques, de débats citoyens où se rencontrent les haïtiens et le monde : dans l'accueil technique des spectacles, dans l'accompagnement et la diffusion des créations haïtiennes, dans la recherche de partenariats de long terme pour assurer la pérennité de la structure, dans la médiation auprès de son public.

Objectifs généraux:

- Renforcer la création artistique haïtienne en réalisant un travail multidimensionnel sur le soutien aux artistes et aux métiers connexes ;
- Favoriser de multiples échanges artistiques entre Haïti et Wallonie-Bruxelles permettant un dialogue multiculturel entre les pays ;
- Le Festival 4 Chemins permet à un public très divers, y compris les plus éloignés du secteur artistique et culturel, d'y assister.

Objectifs spécifiques/opérationnels :

- Renforcer la vitalité de la création haïtienne ;
- Professionnalisation de régisseurs (son, lumière, plateau) en Haïti et des autres corps de métiers culturels (chargés de programme, médiation, administration, production, diffusion etc.) ;
- Des créations haïtiennes sont diffusées en Fédération WB ;

- Des créations belges sont diffusées en Haïti durant le F4C ;
- Par la création théâtrale, permettre aux jeunes haïtiens de développer leur imaginaire, tout en permettant une éducation citoyenne et participative au développement durable, par le débat et la création artistique ;
- Par la création théâtrale, introduire des enfants de Liège à la création haïtienne, à son imaginaire, à ses histoires ;
- Permettre à tous, dans un lieu donné un accès égal à l'art et à culture ;
- Créer des partenariats institutionnels forts et de long-terme entre ces structures.

Résultats attendus au terme du programme de travail :

- Des créations haïtiennes, chacune très différentes, et de pratiques artistiques diverses, sont diffusées chaque année au sein du F4C ;
- Chaque année, au moins une création haïtienne est diffusée en Fédération WB (au sein d'un des lieux partenaires ou autre structure) ;
- Chaque année, le F4C accueille au moins une création de la Fédération WB ;
- Plusieurs professionnels du spectacle haïtiens sont professionnalisés grâce à des stages réalisés en Belgique, ou à l'organisation de formations répétées en Haïti sur différents corps de métiers ;
- Un travail d'innovation au sein des programmes Théâtre dans les Ecoles (A4C) et Culture-Ecoles (TL) est réalisé conjointement ;
- Travail de réflexion et d'innovation pour renforcer le travail de médiation au sein de l'A4C.

Durée du projet : 5 ans

Moyens :

A charge de WB :

En 2018 :

Soutien à la création artistique haïtienne et frais de fonctionnement

En 2019 :

Mission en Haïti

Soutien à la création artistique haïtienne et frais de fonctionnement

Bourses : 2x3 mensualités de stage professionnel

En 2020 :

Mission en Haïti

Soutien à la création artistique haïtienne et frais de fonctionnement

Bourses : 2x3 mensualités de stage professionnel

1x3 mensualités de stage professionnel

En 2021 :

Mission en Haïti

Soutien à la création artistique haïtienne et frais de fonctionnement

Bourses : 2x3 mensualités de stage professionnel

En 2022 :

Soutien à la création artistique haïtienne et frais de fonctionnement

Bourses : 2x3 mensualités de stage professionnel

2x3 mensualités de stage professionnel

En 2023 :

Bourses : 2x3 mensualités de stage professionnel

Type de projet :

Mise en continuité du projet de la précédente CMP

PROGRAMME SPECIFIQUE CULTURE

4.6. La Culture au cœur du développement de la ville du Cap Haïtien

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)
- Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Opérateurs WB :

- Atelier d'architecture Galand
- Ilôt production

Coordonnateur Haïti :

- Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)

Opérateur Haïti :

- Bureau départemental du Nord du MCC

Contexte :

Musique, danse, théâtre, cinéma etc. : quel que soit le domaine artistique, l'expérience démontre que les activités culturelles améliorent grandement le cadre de vie ainsi que l'attractivité d'un territoire pour ses habitants et pour le reste du monde. La ville du Cap-Haïtien a toujours été synonyme de créativité. C'est un carrefour de production et d'échanges. La population variée témoigne d'un bagage culturel important.

La culture donne une direction et une ouverture. C'est un agent de changement au service de la liberté, de l'équité, de la tolérance et de la diversité culturelle. En la conjuguant au développement social et à la reconnaissance, l'action culturelle participe à l'édification d'une société capable de relever les défis globaux qui se présentent à elle.

Les activités culturelles renforcent l'identité de la cité en participant aux brassages de ses populations. La culture a une fonction d'intégration en contribuant à la construction de l'identité locale. En renforçant l'image de la ville, on permet à ses habitants de mieux s'identifier et aussi de mieux se mobiliser ensemble pour son développement.

Enfin, en tant que secteur économique à part entière, la culture favorise la création d'emplois directs ou indirects et est génératrice de compétences et donc de professionnalisation.

En résumé, parce qu'un projet culturel participe à l'attractivité d'un territoire et à sa qualité de vie, est facteur de développement économique et durable, est générateur de cohésion et de liens sociaux pour les habitants du territoire, il s'inscrit dans la dynamique du développement local en initiant partenariats et actions concertées.

La culture est depuis quelques années un élément capital pour le développement de la ville du Cap-Haïtien dans une optique de développement durable (économique, sociale, environnementale).

Le Bureau Nord du Ministère de la Culture et de la Communication veut instaurer un espace qui soit une vitrine locale pour les activités culturelles de la ville. Un lieu d'accueil, de soutien artistique et technique pensé et créé pour répondre aux besoins des acteurs culturels de la ville du Cap-Haïtien et des communautés avoisinantes ;

En plus d'offrir ce soutien, la structure servira également de lieu de diffusion pour différentes formes d'expressions artistiques, d'animation culturelle et de loisirs éducatifs. La

volonté de réouverture du *Centre Culturel Jacques Stephen Alexis* se caractérisera par une programmation ambitieuse qui ne se limitera pas à un genre ou à un style. Des partenariats avec les écoles de la ville seront l'occasion de susciter l'éveil de l'enfant aux pratiques culturelles. Le Centre culturel accordera, dès le début, une place privilégiée aux jeunes et aux femmes, minorités à renforcer pour une libre expression.

Le Bureau Nord du Ministère de la Culture et de la Communication s'engage à :

- Favoriser l'essor de l'économie locale à travers l'intégration culturelle sur l'ensemble du territoire de la ville du Cap-Haïtien ;
- Veiller à la préservation et la valorisation du patrimoine culturel ;
- Privilégier une prise en compte des principes de développement durable.

Objectif général :

Promouvoir la culture comme levier du développement local en Haïti

Objectifs spécifiques/opérationnels :

Créer un lieu dynamique et accessible à tous, pour la promotion de la culture au Cap-Haïtien.

Indicateurs :

IOV-OS1 : Existence d'un lieu d'expression culturelle au Centre Jacques Stephen Alexis

IOV-OS2 : Proposition de 20 spectacles en année 1 (aujourd'hui on est à 0) puis augmentation de 50% du nombre de spectacles/ animations en année 2 (30 événements) et de 3 (45 événements) du projet.

Résultats attendus au terme du programme de travail:

R1. Un espace de promotion des activités culturelles accessible à tous les publics au Cap-Haïtien.

Création et aménagement d'un lieu – au sein du centre culturel Jacques Stephen Alexis - qui aura son identité propre, qui sera connu et reconnu et auquel tous les publics, en particulier jeunes et femmes, se sentiront libres de participer. Le développement de partenariat avec les structures existantes et avec les écoles ou centres de formations assure la promotion du centre.

Indicateurs :

IOV R1.1 : Nombre de personnes accueillies – Objectifs 1200 année 1 / 3500 année 2 / 7500 année 3

IOV R1.2 : 60% de la population de Cap-Haïtien connaît le centre culturel en fin de projet. 80% des femmes et des jeunes de Cap-Haïtien connaissent le centre culturel en fin de projet.

R2. Des projets artistiques diversifiés sont créés et présentés.

Formation, RC, appui-conseil et mise à disposition de supports et structures techniques vont permettre d'accompagner les acteurs culturels du territoire de développer leurs activités et de les mettre en valeur par une présentation au public dans de bonnes conditions.

Indicateurs :

IOV R2.1 : En année 3, le centre culturel propose en moyenne 1 événement par semaine, dont 10 nouveaux spectacles par an produits avec l'appui du centre culturel.

IOV R2.2 : 10 personnes ont bénéficié d'un RC sur la technicité et la gestion du spectacle /100 artistes nationaux a bénéficié de RC et appui-conseil.

IOV R2.3 : 8 partenariats ont été mis en place avec les écoles et/ou les structures existantes pour la promotion de spectacles et événements culturels durant la durée du projet.

R3. Les femmes et les jeunes ont un meilleur accès aux activités et à la pratique culturelle. Sensibilisation des femmes et des jeunes à la culture puis promotion des jeunes artistes. Cela permettra de faciliter l'accès de ces publics fragilisés à l'expression artistique.

Indicateurs :

IOV R3.1 : 50% du public est composé de femmes et de jeunes

IOV R3.2 : 60% des événements proposés sont portés par des femmes ou des jeunes.

Durée du projet : 4 ans

Moyens :

A charge de WB :

En 2018:

Missions en Haïti
Frais de réalisation du projet
Frais de fonctionnement, expertise, ressources humaines
Frais d'équipement

En 2019 :

Missions en Haïti
Accueils en Fédération Wallonie-Bruxelles
Frais de réalisation du projet
Frais de fonctionnement, expertise, ressources humaines
Frais d'équipement
Bourses de stage professionnel : 2x1 mensualité et 4x1 mensualité

En 2020 :

Missions en Haïti
Accueils en Fédération Wallonie-Bruxelles
Frais de réalisation du projet
Frais de fonctionnement, expertise, ressources humaines
Frais d'équipement
Bourses de stage professionnel : 4x1 mensualité

En 2021 :

Missions en Haïti
Accueils en Fédération Wallonie-Bruxelles
Frais de réalisation du projet
Frais de fonctionnement, expertise, ressources humaines

Type de projet :

Nouveau projet

PROGRAMME SPECIFIQUE CULTURE – SECTEUR AUDIOVISUEL

4.7. Relance du secteur Audiovisuel en Haïti par le film documentaire : favoriser l'insertion professionnelle et l'expression citoyenne de la jeunesse haïtienne par le développement et la structuration d'une filière intégrée du film documentaire de création

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- Les APACH asbl

Coordonnateur Haïti :

- Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)

Opérateur Haïti :

- Fondation Mwem, Centre expérimental de communication audiovisuelles (CECV)

Contexte :

Alors que le numérique se développe fortement, des formations audiovisuelles locales ont existé mais ont dû arrêter leurs activités. Des dizaines de jeunes ont été formés aux techniques audiovisuelles mais sont à présent sans emploi.

Le secteur du documentaire offre l'avantage de nécessiter de faibles coûts de production tout en créant des œuvres essentielles pour la représentation de la société haïtienne. La dimension culturelle du documentaire de création est fondamentale pour une société qui dépend majoritairement d'images produites à l'extérieur. La dimension économique est elle aussi cruciale car il existe des marchés mondialisés du documentaire. La coproduction internationale permet d'investir en amont dans l'économie audiovisuelle haïtienne, tandis que des diffusions en festivals et des ventes aux télévisions étrangères peuvent générer des revenus en aval.

L'impact du secteur du documentaire de création est donc culturel et économique, mais aussi social par les thématiques abordées dans ces films en prise avec les réalités du pays. L'expérience de mobiCINE prouve que des œuvres locales diffusées en Haïti intéressent le public et sont les meilleurs supports aux activités d'éducation à l'image, tout en abordant les thèmes nécessaires à la sensibilisation sur les problématiques cruciales telles que le genre, l'éducation, la place des minorités... Ces mêmes films vont désormais accompagner le lancement d'une web TV (mwem.tv) qui se veut un dynamiseur de la production et de la diffusion d'œuvres haïtiennes.

En s'appuyant sur les structures de diffusion existantes (mobiCINE) et en création (mwem.tv), le projet se concentre sur le renforcement des compétences de jeunes professionnels par des ateliers et des films produits, car c'est à travers les œuvres que le secteur audiovisuel peut se développer et fournir des perspectives d'emploi.

Le projet ambitionne d'amener des personnes déjà formées au niveau audiovisuel à maîtriser particulièrement les codes et techniques du documentaire de création. Ecriture, production, prise de vues et de sons, montage, doublage et sous-titrage, ce genre nécessite

une approche spécifique qui doit permettre de faire entrer les films produits dans les marchés internationaux. La mise en réseau est un des obstacles auxquels sont confrontés les professionnels haïtiens, isolés sur leur territoire insulaire : des rencontres professionnelles se déroulant en Haïti permettront de rompre cet isolement.

En parallèle, la question de l'accès de la population haïtienne à la culture cinématographique est un enjeu. Depuis des années, le réseau mobiCINE va à la rencontre des publics en milieux scolaire et rural. La formation de médiateurs culturels permettra de renforcer le réseau et de mettre en place un dispositif d'éducation à l'image.

Objectifs généraux :

- Permettre l'employabilité salariée et/ou autonome de professionnels du documentaire de création ;
- Soutenir la concrétisation de projets de films documentaires et favoriser les investissements étrangers ;
- Permettre une meilleure circulation des films haïtiens à l'étranger et en Haïti, et des films étrangers en Haïti.

Objectifs spécifiques/opérationnels :

OS1 : De jeunes auteurs-réalisateurs, producteurs, techniciens, médiateurs spécialisés en cinéma documentaire maîtrisent les codes, les techniques et les pratiques du documentaire de création.

- Des auteurs-réalisateurs qui maîtrisent la méthodologie de développement de projet de film et savent écrire un synopsis et une note d'intention de film documentaire de création ;
- Des réalisateurs qui maîtrisent les techniques de tournage d'un documentaire de création ;
- Des producteurs qui maîtrisent leur environnement professionnel ;
- Des preneurs de vue et de sons qui maîtrisent les techniques de tournage d'un documentaire de création ;
- Des monteurs qui maîtrisent les techniques de narration spécifique au documentaire de création ;
- Des médiateurs qui maîtrisent l'histoire du documentaire de création, ses codes et ses enjeux et savent les transmettre aux populations.

Indicateurs : nombre de candidatures reçues, répartition par genre des candidatures et des sélectionnés, nombre de techniciens formés, rapports des encadrants (sur la base des exercices demandés et en comparaison notamment avec d'autres zones géographiques où sont intervenus les encadrants).

OS2 : Des réalisateurs et producteurs haïtiens en capacité de trouver des partenaires pour produire leurs films documentaires de création.

- Des réalisateurs et des producteurs qui maîtrisent la présentation écrite et orale de leurs projets ;
- Des réalisateurs et des producteurs qui ont développé un réseau professionnel international ;
- Des producteurs qui maîtrisent l'environnement légal, contractuel, financier, commercial

de leur activité.

Indicateurs : nombre de projets haïtiens issus des ateliers et présentés à ces rencontres, nombre de professionnels étrangers participants.

OS3 : Des films haïtiens sous-titrés (créole, français, anglais et espagnol) et des films étrangers doublés en créole.

- Des techniciens de doublage et sous-titrage qui maîtrisent ces techniques spécifiques.

Indicateurs : nombre de techniciens formés, rapports des encadrants, capacité de fonctionnement du dispositif de doublage et sous-titrage (planning de disponibilité et d'utilisation des équipements).

Résultats attendus au terme du programme de travail :

R1 : De jeunes auteurs-réalisateurs, producteurs, techniciens, médiateurs spécialisés en cinéma documentaire maîtrisent les codes, les techniques et les pratiques du documentaire de création.

- 24 auteurs-réalisateurs ont développé un projet de film et écrit un synopsis et une note d'intention de film documentaire de création ;
- 24 réalisateurs ont tourné des séquences relatives à leur projet de film documentaire de création ;
- 8 à 12 producteurs ont élaboré au moins un dossier de production pour un film documentaire de création (budget, plan de financement, liste des contrats nécessaires, stratégies de production et de diffusion, stratégie commerciale) ;
- 4 opérateurs prise de vue et 4 opérateurs prise de sons ont enregistré des images et des sons relatifs à des projets de film documentaire de création ;
- 4 monteurs ont monté des images et des sons relatifs à des projets de film documentaire de création ;
- 6 médiateurs ont élaboré des programmes destinés à différents programmes (films choisis, déroulé des séances, animation des échanges, objectifs envisagés pour ces séances).

Indicateurs : nombre de dossiers aboutis (réalisation et production), nombre de séquences tournées (réalisation, prises de vue et de son) et montées, nombre de séances de programmation élaborées.

R2 : Des réalisateurs et producteurs haïtiens en capacité de trouver des partenaires pour produire leurs films documentaires de création.

- 24 réalisateurs ont préparé les présentations orale et écrite de leur projet de film ;
- 8 à 12 producteurs ont préparé les présentations orale et écrite de leur projet de film ;
- 8 à 12 producteurs ont participé à des master class sur la coproduction et la diffusion internationales ;
- 10 à 12 rendez-vous par projet haïtien sont organisés lors des rencontres professionnelles.

Indicateurs : nombre de contrats de coproduction signés, nombre d'invitations à d'autres marchés, résultats des appels à projets des fonds de financement (OIF, Jeune création

francophone, etc.), montant des investissements générés par film, carrière des films terminés festivals, montants des ventes des films.

R3 : Des films haïtiens sous-titrés (créole, français, anglais et espagnol) et des films étrangers doublés en créole.

- 4 techniciens de doublage et sous-titrage ont sous-titré des séquences de films haïtiens et organisé le doublage de séquences de films étrangers.

Indicateurs : nombre de séquences travaillées par techniciens.

Durée du projet : 5 ans

Moyens :

A charge de WB :

En2018-2019-2020-2021-2022. :

Missions en Haïti

Frais d'organisation, communication, honoraires

Type de projet :

Nouveau projet

PROGRAMME SPECIFIQUE CULTURE

4.8. Echanges culturels

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateurs WB :

- Divers

Coordonnateur Haïti :

- Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)

Opérateurs Haïti :

- Divers

Contexte

Ce projet a pour objectif de soutenir les actions que les partenaires souhaiteront mettre en œuvre durant la période de programmation (2018-2023), en cohérence avec la politique culturelle.

La priorité sera accordée à la poursuite des échanges d'artistes et au soutien des partenariats entre espace culturels.

Les actions suivantes seront privilégiées :

- Participation croisée aux Festivals organisés tant en Haïti qu'en Wallonie-Bruxelles
- Soutien à la participation de stagiaires haïtiens à l'Académie internationale d'Eté de Wallonie (AKDT)

Durée du projet : 5 ans

Moyens :

Des moyens seront définis de part et d'autre et communiqués entre les partenaires au fur et à mesure de l'identification des activités et des financements requis et dans les limites des disponibilités budgétaires.

Chaque année, deux mensualités de stage professionnel seront accordées dont l'une pour l'AKDT (sous réserve de la réception de candidature)

Type de projet :

Projet en continuité

5. PROGRAMME DE SOUTIEN DROITS DES FEMMES

5.1. Soutien à la promotion des Droits des Femmes

PROGRAMME DE SOUTIEN DROITS DES FEMMES

5.1. Soutien à la promotion des Droits des Femmes

Coordonnateur WB :

- Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Opérateur WB :

- Divers

Coordonnateur Haïti :

- Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF)

Opérateurs Haïti :

- Divers

Contexte :

La Fédération Wallonie-Bruxelles, dans sa sphère de compétence, souhaite promouvoir et dès lors renforcer le consensus international autour de valeurs universellement admises mais souvent menacées et plus particulièrement au niveau des droits des femmes. Au-delà de la problématique des droits des femmes reprise en termes transversaux, la Fédération Wallonie-Bruxelles souhaite soutenir des initiatives publiques ou privées œuvrant dans ce secteur.

Objectif général :

Promouvoir les Droits des Femmes.

Objectifs spécifiques/opérationnels :

Soutenir la formation et la sensibilisation aux droits des femmes en Haïti.

Résultats attendus au terme du programme de travail :

Les professionnels et acteurs de terrain disposent d'outils de promotion, de formation dans le secteur des Droits des femmes.

Durée du projet : 5 ans

Moyens :

A charge de WB :

Des moyens seront définis de part et d'autre et communiqués entre les partenaires au fur et à mesure de l'identification des activités et des financements requis et dans les limites des disponibilités budgétaires.

Type de projet :

Nouveau projet

Annexe 7

DISPOSITIONS GENERALES ET FINANCIERES

DISPOSITIONS GENERALES ET FINANCIERES

1. Bourses de doctorat, de spécialisation, de recherche, de stage professionnel ou Sud/Sud

Les bourses d'études offertes par Wallonie-Bruxelles International seront exclusivement réservées aux projets de coopération mentionnés dans le présent programme de travail.

Les bourses de longue durée concernent aussi bien des doctorats (durée moyenne 4 ans) que des formations certifiantes de 3^{ème} cycle (1 ou 2 ans).

Sont concernés :

- pour les bourses de spécialisation et de doctorats, les bourses de recherche, les diplômés de niveau master de l'enseignement supérieur ou universitaire.
- Pour les bourses de stages professionnels, les partenaires directement impliqués dans la mise en œuvre des projets de coopération retenus lors des commissions mixtes.

1.1 Durée des bourses

Bourses de spécialisation : de 10 à 12 mois minimum

Bourses de recherche : 1 à 6 mois

Bourses de stages professionnels : 1 à 3 mois.

1.2 Cheminement d'un dossier en vue de l'obtention d'une bourse en Wallonie et à Bruxelles :

Les dossiers proposés par les partenaires haïtiens visés au présent programme seront transmis par le Ministère des Affaires étrangères d'Haïti au Bureau Wallonie-Bruxelles de Port-au-Prince. Les dossiers de candidature seront présentés sur les formulaires ad hoc disponibles auprès du Bureau Wallonie-Bruxelles à Port-au-Prince.

1.3 Chronogramme :

Sous peine de nullité, les dossiers de candidature seront transmis dans les délais suivants :

- Pour les mensualités de recherche ou de stage professionnelle : au moins 3 mois avant la date souhaitée du séjour ;
- Pour les bourses de spécialisation : avant le 1^{er} avril qui précède l'année académique durant laquelle les études sont envisagées.

1.4 Frais couverts par la bourse

a) Bourses de spécialisation et de doctorats

- Montant mensuel de la bourse (indexé annuellement au 1^{er} septembre): 944,40 € pour les étudiants qui disposent déjà d'un master ou effectuent un doctorat et de

774,22 € pour les étudiants qui disposent d'un baccalauréat et entament un premier master ;

- Frais d'inscription ;
- Frais de voyage A/R;
- Frais d'excédent de bagages (payé une seule fois) à justifier à concurrence de 247,89 euros ;
- Assurance en soins de santé de type subrogation de mutuelle (en fonction du pays) et responsabilité civile ;
- Frais de déplacement et ou de matériel didactique à justifier à concurrence de 250 euros /an ;
- Frais d'installation à justifier à concurrence de 123,95 euros si le séjour dépasse 6 mois ;
- Le cas échéant, remboursement de 185,92 euros pour des frais de travail de fin d'études et de 619,73€ pour des frais de thèse;
- Le cas échéant, pour les pays de coopération prioritaire : indemnités mensuelles de charge de famille indexé annuellement au 1^{er} septembre : conjoint : 199,85€ , enfant : 99,63 € si ceux-ci séjournent avec le boursier en Belgique.

b) Bourses de doctorat en cotutelle

- Frais de voyage aller-retour du boursier ;
- Frais d'excédent de bagages payés lors de l'émission du billet d'avion retour définitif, si nécessaire à concurrence de 247,89 € (pour les bourses de 12 mois).
- Montant mensuel de la bourse (indexé annuellement au 1^{er} septembre) : 1.115,80 € (séjour en FWB)
- Montant mensuel de la bourse (montant indexé annuellement en septembre) : 278,95 € (séjour dans le pays d'origine si pas de perception de salaire local à justifier);
- Assurance en soins de santé de type subrogation de mutuelle (Remboursement des frais médicaux en cas de maladies ou accidents graves à l'exception des pathologies chroniques) et responsabilité civile;
- Indemnités mensuelles de charge de famille (montant indexé annuellement au 1^{er} septembre) : conjoint : 199,85€, enfant : 99,93 € si ceux-ci séjournent avec le boursier en Belgique et 69,74 € si la famille reste dans le pays d'origine ;
- Frais de logement : 250 €/mois maximum sur base d'un contrat de location en Belgique (indemnité versée lorsque le boursier retourne dans son pays d'origine pour y mener ses recherches de terrain et ce pour une période maximale de 6 mois) (montant accordé sur base de pièces justificatives) ;
- Frais de participation à des colloques : 250 € (montant maximal sur base de justificatifs);
- Frais d'installation : 564,25 € (montant maximal sur base de justificatifs) ;
- Frais didactiques (montant maximal sur base de justificatifs) : 348,68 € par an ;
- Frais de terrain (montant maximal sur base de justificatifs) : 1500 € par an (Université du Sud);
- Frais d'encadrement (montant maximal sur base de justificatifs : 1500 € par an (Université du Nord) ;
- Frais d'impression de la thèse : 619,73 € (montant maximal sur base de justificatifs).

c) *Bourses de recherche*

- Montant mensuel de la bourse (indexé annuellement au 1^{er} septembre) : 944,40 €;
- Frais d'inscription, le cas échéant;
- Frais de voyage (pour les pays de coopération prioritaire excepté le Maroc et la Tunisie) ;
- Assurance en soins de santé de type subrogation de mutuelle (en fonction du pays) et responsabilité civile ;
- Frais de déplacement locaux ou de matériel didactique à concurrence de 24,79 €/mois à justifier.

d) *Bourses de stage professionnel (Hors AKDT)*

- Montant mensuel de la bourse (indexé annuellement au 1^{er} septembre) : 1.049,33 € ;
- Frais de voyage (pour les pays de coopération prioritaire excepté le Maroc et la Tunisie) ;
- Assurance en soins de santé de type subrogation de mutuelle (en fonction du pays) et en responsabilité civile ;
- Frais de logement à concurrence de 800 € maximum par mois à justifier ;
- Frais de déplacement professionnel à concurrence de 80 €/mois à justifier ;
- Frais de formation au cas par cas.

2. Missions de courte durée

Les frais de voyage aller/retour seront pris en charge par la Partie Wallonie-Bruxelles.

Séjour en Belgique :

Wallonie-Bruxelles assumera :

- Les frais de logement pour un montant maximum de 110 euros par jour ;
- Les frais de séjour pour un montant maximum de 54 euros.

Séjours en Haïti :

Dans le cadre des missions Wallonie-Bruxelles octroiera une indemnité journalière maximale de 96 euros et des frais de logement(petit déjeuner compris) pour un montant maximum de 181 euros.

L'indemnité de séjour sera réduite de moitié si la personne bénéficie également dans le cadre de la mission d'une prise en charge de frais d'expertise ou de formation, d'un cachet ou d'une intervention dans son salaire par Wallonie-Bruxelles

Les Parties seront avisées deux mois à l'avance, des missions prévues sur leur territoire dans le cadre du programme.